



L'École malienne

Des "volontaires" peu coopératifs...



Le FSD : La Crise scolaire et le risque d'une année blanche



AGEFOU : Budget 2019 en hausse !

FOFY[®] INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

CUIVES

MALISADIO



Santé • Sécurité • Economie

Une	L'École malienne : Des « volontaires » peu coopératifs...	P.4
Brèves	Traque des terroristes : Les FAMA mènent un raid contre les GAT à Hombori	P.11
	Intégration Africaine : Le Mali à l'honneur	P.11
	Insécurité au nord du Mali : Un véhicule contenant des armes intercepté par les FAMA	P.11
	Yirimadio site I : Une école franco-arabe ouvre ses portes	P.12
	Barkhane : Mise hors de combat d'une trentaine de djihadistes	P.12
	Agence de Développement du Nord du Mali (ADN-M) : 19ième session du Conseil d'Administration	P.13
	33e sommet de l'Union africaine (UA) : Les ministres des affaires étrangères se rencontrent en amont	P.13
	Mali : Assassinat du chef militaire de la Plateforme, Yoro Ould Dah	P.14
	Commissariat du 3ème Arrondissement de Bamako : Arrestation de trois djihadistes présumés à railda bagadadj bamako	P.14
	Cherif Ousmane Madani Haïdara : « Il n'y a pas de contrainte dans la religion »	P.14
Actualité	AGEFOU : Budget 2019 en hausse !	P.16
	Conseil d'administration de la Maison du Hadj : 390 555 294 FCFA de budget pour 2020	P.17
	Projet d'amélioration de l'accessibilité rurale : Les satisfécits des populations	P.18
	Actualités de la force Barkhane du 31 janvier au 7 février 2020 : Déploiement des renforts de l'opération Barkhane	P.19
Politique	Le FSD : La Crise scolaire et le risque d'une année blanche	P.21
	Rencontres MAEP et NEPAD : De nouvelles perspectives pour l'Afrique	P.24
	Débat politique : Quand la CMAS met le pied dans les plats	P.25
	ANALYSE – Le cauchemar français en Afrique – III : Les "opérations" politiques et militaires	P.26
Culture & société	Tombouctou : Au festival Vivre ensemble, des retrouvailles pour la paix	P.30
International	Référendum constitutionnel en Guinée : Damaro répond à Pompeo et à l'UE...	P.31
	Burkina Faso : L'escalade de la violence préoccupe le CICR	P.32
Sport	Football : Magassouba affiche une confiance d'enfer pour le mondial 2022	P.33
	ARJDS : Plus que jamais engagée !	P.34

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte

P.11



P.18



P.25



L'École malienne : Des "volontaires" peu coopératifs...



Dans la crise qui secoue l'école malienne depuis la rentrée scolaire 2019-2020, le Gouvernement du Mali et les Syndicats signataires du 15 octobre 2020 sont à couteaux tirés. Le blocage est total, à tel point que les

enseignants se préparent à entamer une nouvelle grève de 20 jours, cette fois, et cela à compter du 17 février 2020. Le plan B gouvernemental qui consiste à recruter 15 300 nouveaux enseignants pour pallier la grève en cours

semble en panne. En effet, le collectif des élèves-maîtres sortis des Instituts de formation des Maîtres (IFM) se montre très réticent vis-à-vis du volontariat demandé par le Gouvernement car les conditions dudit volontariat sont soit floues soit simplement inacceptables. Avant de s'engager dans le volontariat qui leur est proposé, les sortants des IFM voudraient avoir des garanties et des précisions que le Gouvernement ne semble pas donner pour le moment. Si la difficulté de l'obtention de certains documents administratifs constitutifs du dossier de candidature est à la base du report de la date limite de dépôt, il n'y a pas de doute que l'absence d'accord entre le Gouvernement et les futurs volontaires demeurent le nœud gordien dans les négociations. La crise de l'école malienne est loin d'être réglée.

Le Front pour la Sauvegarde de la Démocratie (FSD) vient de publier, le 05 février 2020, un communiqué invitant le Gouvernement et les enseignants grévistes à reprendre, sans délai, les négociations en vue de résoudre la crise scolaire en cours depuis l'année académique 2018-2019. Le FSD dénonce « la gestion hasardeuse et chaotique du gouvernement » qui fait que l'école « s'achemine vers une impasse avec un risque croissant d'une année blanche ou tronquée ». Pour le bien de l'école malienne, le FSD estime que « Les recrutements envisagés sont bienvenus et doivent être même amplifiés non pas pour espérer « casser une grève » mais de façon plus pérenne et plus utile pour combler le gap réel qui existe dans les effectifs des



enseignants ». Or les Syndicats signataires du 15 octobre 2016 sont convaincus, eux aussi, que le Gouvernement est loin de vouloir trouver une issue favorable et pérenne à la crise qui les oppose. Pire, le projet de recrutement de 15 300 volontaires serait, à leurs yeux, la volonté de « casser » leur grève et les obliger ainsi de reprendre le travail.

En lançant le recrutement de 15 300 maîtres volontaires, Boubou Cissé et son Gouvernement imaginaient sans doute que les jeunes enseignants, sans emploi et besogneux pour la majorité, allaient se bousculer pour profiter d'une aubaine, d'autant plus qu'ils seront des milliers à ne pas réussir au concours d'entrée à la Fonction publique malienne de décembre 2019 à cause du nombre de places limitées. Or il a été signalé le nombre très limité, en tout cas bien en deçà du chiffre espéré, des candidats au volontariat ayant déposé leur dossier. Il a été évoqué la difficulté qu'éprouveraient certains à obtenir des documents comme le Casier judiciaire. En vérité, le collectif des volontaires n'arrive pas à s'entendre avec les autorités sur les clauses dudit volontariat qui sont soit floues soit inadmissibles. C'est du moins ce qui ressort d'un enregistrement vocal d'un des représentants des volontaires, enregistrement qui circule sur les réseaux sociaux.

En effet, dans cet enregistrement audio, il est dit que les volontaires proposent un recrutement plutôt que le volontariat, particulièrement un recrutement parmi les milliers de ceux qui ont postulé au concours d'entrée à la Fonction



publique de décembre 2019 et qui attendent toujours la proclamation des résultats. Cependant, cette proposition ne semble pas convenir au Premier ministre car l'émissaire des jeunes enseignants, qui étaient en réunion dans le bureau du PM, déclare : « nous sommes sortis vraiment insatisfaits par leurs propositions

parce qu'ils n'ont pas fait de propositions concrètes ». Cette déclaration est la preuve du tâtonnement du Gouvernement et de sa précipitation dans le règlement de la crise de l'école. Si l'on en croit l'élément audio mentionné plus haut, le délégué des jeunes enseignants est catégorique : « nous on ne parle pas de volontariat. On n'a pas parlé de volontariat, et on ne veut pas parler de volontariat ».

Il s'agit là d'une dissension rédhitoire car le Gouvernement part sur la base du volontariat. Si les jeunes enseignants ne veulent pas de volontariat c'est toute la stratégie de Boubou Cissé qui s'écroule. Il semble que la réticence des jeunes enseignants soit également motivée par le flou qui enveloppe les propositions gouvernementales. En effet, le représentant des jeunes enseignants a été on ne peut plus clair : « celui qui accepte le volontariat fera six mois à deux ans sans exercer une fonction publique. C'est dire que si par exemple les résultats du concours à la Fonction publique paraissent et qu'un volontaire y est admis, il ne peut exercer à la fonction publique au minimum jusqu'à la fin de ces six mois. Tant que l'État ne casse pas le contrat, il n'aura pas droit d'exercer à la fonction publique, et l'État peut prolonger le contrat





sur deux ans. S'ils ne casse pas le contrat, le volontaire sera obligé de faire encore deux ans sans être fonctionnaire, parce qu'il n'en a pas le droit ». Et comme pour marquer la rupture avec les autorités, les futurs volontaires projettent des sit-in et d'autres manifestations « pour se faire entendre ».

Comme on le voit, la situation de Boubou Cissé ressemble à ce que les Bamanans appellent shèkilisabasiri (« vouloir attacher trois œufs ensemble ») ou Kabara hanshi pour les Songoy de Tombouctou. Quand la fiancée est difficile, il n'y a pas de honte à revenir à son épouse. Comme le disent les jeunes « Boubou est dans (de beaux) draps ! » Encore une fois, l'amateurisme du Gouvernement est mis à nu. Il aurait fallu, avant de lancer l'avis de recrutement des 15 300 volontaires, s'entretenir avec les responsables des jeunes enseignants des modalités pratiques. Boubou Cissé s'est lourdement trompé en croyant que les jeunes enseignants chômeurs étaient des vaches laitières aux pis remplis de lait et qui ne demandaient qu'à être traitées. Les 58 milliards de FCFA que réclamaient les enseignants grévistes ne sont que prix de cacahuètes face au recrutement des 15 300 enseignants. On dit que les Peuls sont plus malins que les Maninka. Mais Boubou Cissé a dû manger beaucoup de pâte d'arachide jusqu'à confondre les vaches et les buffles.

■ DIALA THIÉNY KONATÉ



Ibrahima Anne

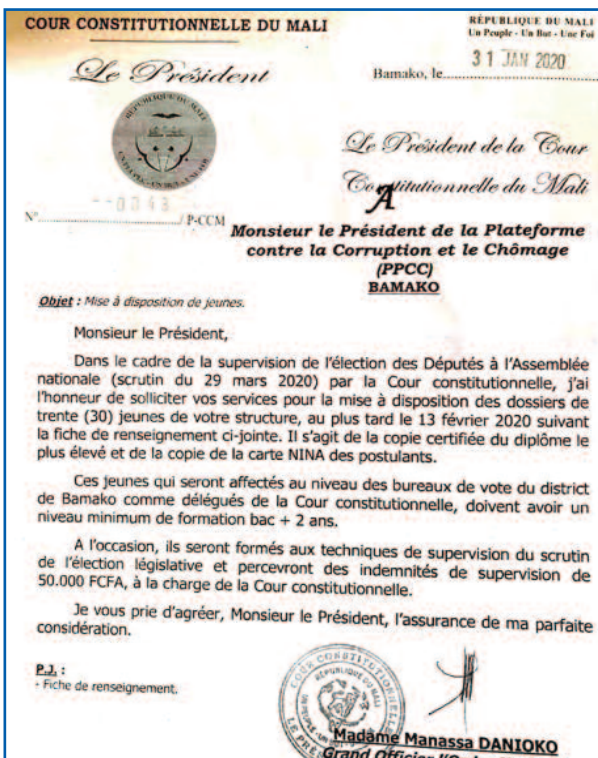


Latif Coulibaly, porte-parole de la Présidence de la République, est, demain, lundi, l'Invité de la rédaction de Walf Quotidien. Retrouvez l'entretien sur tous les supports du Groupe Walf

Adama Dembele



Sa montre que les actions du PCC sont nobles et sincères



Figuro du Mali

COORDINATION DES MOUVEMENTS DE L'AZAWAD (CMA). COMITE DIRECTEUR
Cellule de Communication
COMMUNIQUE N°05/CD/CMA/2020



La CMA profondément affligée par une très forte recrudescence de violence ciblées, visant indistinctement toutes les couches de la population aux quatre coins de l'Azawad vient d'apprendre avec effroi que Monsieur Yoro OULD DAHA, Chef d'État-major du MAA – Plateforme vient d'être ravi à l'affection des siens aujourd'hui 09 Février 2020, dans la zone de Tamkukat par les balles assassines de cette vague de folie meurtrière.

Ina l'illahi Wa Ina lleyhi Rajighoun.

En cette circonstance douloureuse, la CMA présente ses condoléances les plus attristées à sa famille éplorée, ses amis et proches parents, ses compagnons d'arme, son mouvement ainsi qu'à toute

la Communauté Lemhar.

La CMA réitère son rejet et sa condamnation ferme de toute forme de violence, quel que soit son origine ou ses motifs.

Elle implore Allah Tout Puissant à ramener la raison dans les cœurs et les esprits des hommes par la voie des seules vertus du dialogue qui ont de tous les temps opérés pour assainir tout différend quel que soit son importance.

Fait à Kidal le 09 Février 2020

P/La CMA, Le Porte-Parole, Eouari Brahim AG EOUEGH

RFI



Le célèbre musicien malien Ballaké Sissoko accuse la TSA, les services de sécurité des transports américains, d'avoir cassé sa kora lors de son voyage de retour après une tournée aux États unis. Mais les Américains disent n'y être pour rien.

Les États-Unis, l'Allemagne, le Canada, la Chine et la Grande-Bretagne devançant Paris, selon le baromètre réalisé par l'institut Immar et le Conseil français des investisseurs en Afrique (Cian). Les États-Unis sont désormais le pays préféré des leaders africains.



Justice Mali Justice

Impossible d'organiser des élections dans ces conditions



LE PAYS DOGON

PAYS DOGON/BANDIAGARA: Une attaque fait 3 blessés graves sur le pont de Parou.

Ce Dimanche 9 Février 2020 vers 11h, un camion-remorque a été attaqué par des hommes armés. Le trois personnes qui occupaient ont été blessés. Le chauffeur et ses deux apprentis qui sont actuellement dans le CSREF de Bandiagara. Le chauffeur a pu conduire la remorque jusqu'à Bandiagara.

Le gouvernement du Mali a laissé les populations mourir sur l'axe Bandiagara Bankass.

Correspondance de Bandiagara

www.lepaysdogon.net



PAYS DOGON: 1 terroriste tué et 1 autre capturé à Hombori. Les FAMA ont mené un raid contre les Groupes Armés Terroristes (GAT), le 8 février 2020 aux environs de 11h30 à 17 km au Nord-Est du camp FAMA de Hombori. Le bilan est d'un mort et un capturé. Des équipements militaires et une moto ont été récupérés. Les FAMA ne déplorent aucune perte en vie humaine ni dégâts matériels. Ailleurs aux environs de 14h30 toujours dans la journée du 8 février 2020, des hommes armés appartenant probablement à l'Etat Islamique pour le Grand Sahara (EIGS) ont tendu une embuscade contre la mission d'escorte Danaya sur l'axe Hombori-Wami. Le bilan de cette opération est de deux personnels FAMA blessés, lors de la manœuvre véhicule pendant réaction. Leur pronostic vital n'est pas engagé. Source FAMA

Boubacar Dit Kokè Tangara

Boubacar Dit Kokè Tangara est à Bamako, avec Cheick Hamed Tidiane Tangara et 4 autres personnes.



Il ya deux jours j'avais lancer un appel à mes amis journalistes pour aller à la rencontre du jeune prodige malien Zeke Moussa Diarra , Dia yaye Sacko a répondu à mon appel , voici l'interview
Merci Dia Yaye Sacko et son équipe pour votre professionnalisme

Moussa Cisse

Hama Sankaré le fidèle compagnon d'Ali Farka Touré nous replonge dans la rythmique musicale du géant Grammy Award. J'ai aimé cet album !



RFI Afrique

Le président Félix Tshisekedi a procédé ce vendredi à la nomination des membres du bureau du Conseil supérieur de la magistrature, qui comptent parmi les plus importants magistrats du pays.



Saïd Bouteflika, frère et conseiller de l'ancien président de la République, les généraux Mohamed Mediene et Athmane Tartag, anciens responsables des services secrets et Louisa Hanoune, la secrétaire

générale du Parti des travailleurs, étaient jugés en appel par le tribunal militaire de Blida, cinq mois après leur première condamnation.

Koulouba Actu

Coronavirus: l'animal qui serait à l'origine de sa transmission à l'homme enfin révélé
Trois gendarmes maliens ont été tués et trois per-



sonnes blessées lors de l'attaque dimanche d'un poste militaire dans le centre du Mali, a-t-on appris de source officielle. Le centre du Mali, ainsi que le Burkina et le Niger voisins, ont connu ces derniers mois une recrudescence d'attaques jihadistes meurtrières contre les soldats et les civils. Des hommes armés ont attaqué une position de l'armée malienne vers 03H30 dimanche, près d'Alatona, dans la région de Niono, à proximité d'une forêt considérée comme un repaire de groupes liés à Al-Qaïda, selon des sources militaires.

On s'en doutait depuis un moment, ce qui devait arriver arriva. Le Maire de Kalabancoro Tiecoura H Diarra est placé en garde vue au Pôle économique pour détournement. Il est du RPM et a été élu suite à l'éviction de Bocar Ballo. Djeliba24.

Le Dialogue National Inclusif

COMMUNIQUÉ DU GOUVERNEMENT SUR LES MESURES PRISES FACE À LA MALADIE DU CORONAVIRUS



Le Gouvernement de la République du Mali, reste très préoccupé par l'évolution de la maladie du Coronavirus et informe l'opinion nationale, qu'à ce jour, aucun cas suspect n'est déclaré dans notre pays.

Le Gouvernement de la République du Mali rassure la population que des mesures très strictes de contrôle sont mises en place dans tous les aéroports du Mali et dans plusieurs entrées terrestres. À l'Aéroport International Président Modibo Keita - Sénou (Bamako), une équipe médicale permanente spécialisée est en place et contrôle systématiquement tous les passagers avec un dispositif d'urgence constitué d'ambulances et d'une salle d'isolement opérationnelle. Le Gouvernement invite avec insistance la population à signaler tout

cas suspect au 36061 pour une prise en charge rapide. Le ministre de la Santé et des Affaires Sociales, en collaboration avec l'Ambassade du Mali en Chine, et l'Ambassade de Chine à Bamako, a pris toutes les mesures nécessaires pour un contrôle spécifique et le suivi strict de nos compatriotes vivant en Chine.

Le Gouvernement de la République du Mali salue l'Ambassade de Chine à Bamako pour sa très franche collaboration.

Bamako, le 09 février 2020

Le Ministre de la Communication,

Chargé des Relations avec les Institutions,

Porte-parole du Gouvernement

Yaya Sangaré

Ministère de l'Économie Numérique et de la Prospective



Madame le Ministre Kamissa CAMARA a reçu, ce vendredi 07 février 2020, une délégation de start-up parmi lesquelles figuraient quelques lauréats des éditions précédentes des Tech Fridays.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la mise en place d'un cadre régulier de travail en le département et les start-up.

Après avoir écouté les doléances de ses invités, le Ministre a réitéré l'engagement sans faille du département à continuer de multiplier les actions visant à dynamiser davantage le secteur, et élargir le spectre des opportunités.



Tami Maiga

IL FAUT QUE BARKHANE SECURISE LES POPULATIONS DE LELLEHOYE



Soulby Sanogo

147 Députés, les classes sont fermées



Amadou Tall



AFRICABLE, LE DÉBAT DU DIMANCHE : L'ARMÉE MALIENNE RECONSTITUÉE...BIENTÔT A #KIDAL -

Le week-end dernier, j'ai suivi le #DebatDuDimanche comme certains d'entre vous.

J'en suis sorti avec un goût de certain goût bizarre. Il était question du départ prochain de l'armée malienne..

Reconstituée. Parmi les 5 autour de la table, Cheick Oumar KONARÉ était seul de son côté. L'un des quatre est allé jusqu'à dire en substance : même si ça n'est pas vraiment l'armée malienne, disons que c'est l'armée malienne.

L'armée malienne reconstituée, telle que édictée par l'Accord d'Alger, stipule qu'après destruction, l'armée malienne sera reconstruite sur la base suivante: un tiers des effectifs pour l'armée malienne, un tiers pour la CMA et un tiers pour la #Plateforme.

C'est à dire ceux qui sont sortis de l'Armée pour retourner les armes contre l'armée, le peuple et la Nation, les "#GroupesArmés" comme dit la communauté internationale, seront majoritaires à hauteur de plus de 66%.

Sans oublier qu'ils choisissent tout: leur grade, corps d'affection...

Dernier détail: l'armée malienne reconstituée qui va en "Azawad" sera constituée à 80% des ressortissants locaux.

C'est dire que la communauté internationale est en train de bâtir, appelons un chat un chat, une armée raciale dans laquelle les "minorités" sont majoritaires.

C'était ça le fond du débat qui a été escamoté dimanche dernier.

Un dernier point, tant que Me COK sera invité au débat, il devra répondre favorablement. Beaucoup me disent que c'est lui qui les représente à cette émission.

"L'ArméeMalienneReconstituée

CORONAVIRUS- Hommage à tout le personnel médical monté au front depuis toujours pour que nous puissions garder la santé.

Au prix de leur santé et au prix de leur vie aussi.

Comme le Docteur LI (Chine)le premier mort du coronavirus.

Comme l'infirmier SalifDIARRA (Clinique Pasteur, Bamako), mort de Ebola.

Comme l'étudiant en 3e Année de médecine GabrielTOURÉ (ce qui deviendra CHU Gabriel TOURÉ, Bamako), mort de la pulmonaire.

Ils sont tombés en avant ligne. Pour nous. Ne jamais oublier.

Disgraca- USA- La sortie ratée d'un héros. Escorté vers la porte (photo de haut).

Alexander et Yevgueni, deux frères jumeaux, deux Lieutenant-colonels de l'armée et deux collaborateurs très proches du Président TRUMP (photos de bas).

Les jumeaux ne voulaient peut-être pas se séparer. Raison pour laquelle Alexander (qui ne faisait plus confiance en la personne de TRUMP) n'a jamais voulu démissionner ? Pour rester avec son jumeau à la Maison blanche ?

Si tel est le cas, alors, c'est à Evgueni de quitter son poste pour aller rejoindre son frère qui a été accueilli à bras ouverts (pas comme celle de la main de IBK) chez les #Democrates ; le camp d'en face.



Issa Fakaba Sissoko

La politique malienne a sa raison que la raison ignore.
Soyons des électeurs exigeants !



Médecins Sans Frontières

Alpha Zulu, épisode 5
Quand vous entendez chlore, traitement des eaux ou rayons U.V, vous pensez peut-être plus à votre piscine qu'à une activité MSF.
Pourtant, tous ces termes font partie intégrante du métier de Claire, référente eau, hygiène et assainissement. Depuis des années, elle



s'occupe de ces aspects cruciaux du travail humanitaire. Après tout, sans eau, pas de clinique, pas de médecins, pas de projets.
Aujourd'hui, elle vous raconte son parcours et ce que ça signifie d'être Watsan pour MSF !

Jack Douk

Cv du district de Bamako RPM part avec Madame oumou adjointe au maire de la dite commune APR



MALI MALIN

Condamnés à mort par un Tribunal populaire le 20 juillet 1962, suite aux manifestations des commerçants contre l'instauration du franc malien, ces 3 hommes (Amadou DICKO, Fily Dabo SISSOKO et Kassoum TOURÉ) meurent en prison le 5 juillet 1964. RIP !



malikile.com

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !



Traque des terroristes : Les FAMA mènent un raid contre les GAT à Hombori



Les FAMA ont mené un raid contre les Groupes Armés Terroristes (GAT), le 8 février 2020 aux environs de 11h30 à 17 km au Nord-Est du camp FAMA de Hombori. Le bilan est d'un mort et un capturé. Des équipements militaires et une moto ont été récupérés. Les FAMA ne déplorent aucune perte humaine ni aucun dégât matériel. Ailleurs aux environs de 14h30 toujours dans la journée du 8 février 2020, des hommes armés appartenant probablement à l'Etat Islamique pour le Grand Sahara (EIGS) ont tendu une embuscade contre la mission d'escorte Danaya sur l'axe Hombori-Wami. Le bilan de cette opération est de deux personnels FAMA blessés, lors de la manœuvre de leur véhicule pendant la réaction. Leur pronostic vital n'est pas engagé.

■ Fama

Insécurité au nord du Mali : Un véhicule contenant des armes intercepté par les FAMAs



C'était dans l'après-midi du jeudi 6 février 2020, au moment où la ville bouillonnait des manifestations et altercations entre forces de l'ordre et jeunes, que les forces Maliennes ont intercepté ce véhicule à quelques mètres du rondpoint de Saïd Mahmoud, entre Aba-radjou et Sankoré.

L'engin en question et les armes sont entre les mains les FAMAs au Camp fort Cheick Sidi Bekaye Kounta en attendant d'éventuelles éléments pour clarifier la situation.

Cette interception intervient quelques jours après l'enlèvement du véhicule du lycée Mahamane Alassane Haidara qui a occasionné la blessure d'une fille de 5 ans par balle.

Intégration Africaine : Le Mali à l'honneur



Le Sommet du Forum des Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays participant au Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP), s'est tenu le 08 février 2020 au Siège de l'Union Africaine (UA) à Addis-Abeba en Ethiopie.

Le MAEP est une entité autonome de l'UA, jouissant de la personnalité juridique nécessaire à la pleine exécution de son mandat avec pour but principal de favoriser l'adoption de politiques, normes et pratiques qui conduisent à la stabilité politique, à une forte croissance économique, à un développement durable et inclusif, ainsi qu'à une intégration économique régionale et continentale accélérée, par le partage d'expériences et le renforcement des meilleures pratiques y compris la fourniture des données et des informations fiables et à jour.

Le Sommet a eu à se pencher entre autres sur l'évaluation par les Pairs de la République Arabe d'Egypte, sur l'évaluation ciblée concernant Djibouti et la Namibie, la prise de décisions sur les aspects administratifs du Mécanisme et sur la nomination de nouveaux membres du Panel des Éminentes Personnalités pour les différentes sous-régions du continent. A ce propos il faut souligner que notre pays était en compétition avec la Côte d'Ivoire, le Niger, le Burkina Faso et la Gambie.

Grâce à la diplomatie agissante du Mali, menée magistralement par Me Baber GANO, Ministre de l'intégration Africaine, Point Focal du MAEP au Mali et sous l'impulsion de SEM Ibrahim Boubacar KEITA, Président de la République, notre pays a été honoré par la nomination du Dr Ousmane M. DIALLO, ancien ministre et ancien Président de la Commission Nationale de Gouvernance (CNG-MAEP) du Mali au poste de membre du Panel des Éminentes Personnalités du MAEP au compte de l'Afrique de l'Ouest.

Il faut souligner que le Mali est membre de ce mécanisme africain depuis sa création en 2003. Il a activement participé à tous les événements, il a été également évalué par les Pairs. C'est la première fois que notre pays accède à une si haute responsabilité dans les instances du MAEP.

Aussi, faut-il le rappeler, qu'en fin 2019 lors de la réunion des ministres de la CEDEAO tenue à Abuja, Me Baber GANO, Ministre de l'intégration Africaine, Point Focal du MAEP au Mali, par sa ténacité diplomatique, a réclamé et obtenu pour le Mali le poste de Représentant permanent de la CEDEAO au Burkina Faso, poste qu'occupe notre compatriote M. Tiéna COULIBALY, ancien ministre, désigné par SEM Ibrahim Boubacar KEITA, Président de la République du Mali.

Yirimadio site I : Une école franco-arabe ouvre ses portes



L'infrastructure scolaire a été officiellement inaugurée, samedi après-midi, par le Guide spirituel de l'Association Hizbourahmane, Cheick Chouala Bayaya HAIDARA, en présence du Directeur national des Affaires religieuses, M. Habib KANE, représentant le ministre des Affaires religieuses et du Culte.

Prolongeant la chaîne scolaire à l'actif de l'Association Hizbourahmane (le parti de Dieu, en arabe), l'infrastructure comprend cinq classes de six table-bancs, en raison de trois élèves par table-banc, soit dix-huit élèves par salle, en plus de la direction et des toilettes, pour un coût total de 34 millions de FCFA.

« Nous nous sommes engagés dans l'enseignement bilingue français-arabe pour donner plus de chance à nos cadets par rapport à nous-mêmes qui sommes passés par le système classique où le français était limité, sinon rudimentaire ; alors que cette langue est la langue de travail de l'Administration publique, donc celle avec laquelle on gère le quotidien des citoyens pour tout ce qui concerne la sphère administrative, structurée et formalisée », s'est justifié le Guide de l'Association Hizbourahmane, avant de préciser que le même programme scolaire de cet établissement est identique avec celui des autres écoles classiques ayant le français comme vecteur d'enseignement.

« L'objectif principal n'est pas à négliger non plus, celui d'élargir l'offre éducative au maximum de citoyens maliens pour un meilleur enracinement de la culture islamique et des valeurs dont celle-ci est porteuse, en termes de spiritualité, d'ouverture, de tolérance et d'acceptation de l'autre avec sa différence », a prêché en substance Cheick Chouala Bayaya HAIDARA, qui a également annoncé « des actions caritatives ciblant des couches défavorisées, dont des enfants orphelins ».

« Je confirme que la promotion de ce genre d'établissements scolaires et universitaires permet de faire d'une pierre deux coups : l'enseignement et le renforcement de la spiritualité pour formater un citoyen modelé et patriote, à cheval à la fois sur les valeurs religieuses et républicaines, d'une part ; la compétitivité et l'insertion socioprofessionnelle du produit fini pour l'auto-entrepreneuriat et l'employabilité privée ou publique, nationale ou internationale, d'autre part », a conforté le Directeur national des Affaires religieuses.

En plus de cet établissement, 14ème du genre dans Bamako et environs, dont il faut saluer « la maîtrise des effectifs raisonnables par classe », l'Association Hizbourahmane a à son actif « une vingtaine de forages au profit de populations démunies de la capitale », a complimenté M.

Barkhane : Mise hors de combat d'une trentaine de djihadistes



Poursuivant cette semaine ses efforts dans la zone des trois frontières en coordination avec ses partenaires des forces armées maliennes, la force Barkhane a mis hors de combat plus de trente terroristes au cours de plusieurs opérations successives.

Entre le 6 et le 7 février, la force Barkhane a conduit une opération d'opportunité à l'Ouest du Gourma ayant abouti à la neutralisation d'une vingtaine de terroristes ainsi qu'à la destruction de plusieurs véhicules. L'action s'est déroulée dans une zone où se vit la katiba du Gourma. Barkhane a mobilisé ses moyens aériens sur très court préavis, démontrant la capacité de la force à agir vite et loin de ses emprises. Un drone Reaper, une patrouille de Mirage 2000 ainsi qu'un hélicoptère Tigre et un Cougar ont participé à deux frappes ciblées sur une zone où des combattants terroristes avaient été repérés.

Dans le même temps, la force Barkhane a poursuivi son action dans le Liptako cette semaine. Les opérations conduites par les commandos de Barkhane ont ainsi permis la mise hors de combat d'une dizaine de terroristes lors de deux actions distinctes, dans des zones où l'Etat Islamique au Grand Sahara (EIGS) est actif.

La force Barkhane et ses partenaires continuent plus que jamais le combat, ensemble, avec pour objectif de restaurer des conditions sécuritaires favorables au retour de la gouvernance des Etats dans la bande sahélo-saharienne.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Burkina-Faso, Mali, Mauritanie, Niger, et Tchad. Elle regroupe environ 5100 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace.

Contact presse : barkhane.com@gmail.com À N'Djamena, le 7 février 2020

KANE, après avoir assuré ladite Association du soutien et de l'accompagnement du ministère des Affaires religieuses et du Culte, qui a en charge l'enseignement religieux suivant ses domaines de compétences.

■ Source : CCOM/MARC

Agence de Développement du Nord du Mali (ADN-M) : 19^{ème} session du Conseil d'Administration



Les administrateurs de l'Agence de Développement du Nord du Mali (ADNM) se sont réunis vendredi, 7 février 2020, à la faveur de la 19^{ème} session du Conseil d'Administration de la structure. C'était à la Primature sous la présidence de M. Amadou Ousmane Touré, Chef de Cabinet du Premier ministre. Cette session avait à son ordre du jour l'examen et l'adoption du procès-verbal, l'état d'exécution des décisions et recommandations de la 18^{ème} session ; le rapport financier de l'année 2018, celui du premier semestre 2019 ; le programme d'activités et le projet de budget 2020.

Amadou Ousmane Touré a, dans son discours d'ouverture de la session, indiqué que durant l'année 2021, les activités de l'Agence ont été marquées principalement par des réalisations d'infrastructures socio-économiques de base ; notamment dans le domaine hydraulique. Cela, pour venir en aide aux communautés du Nord éprouvées par la grave crise sécuritaire qu'elles continuent de vivre. Il soulignera que ces infrastructures ont été réalisées à travers un fonds de 1 milliard 500 millions de F CFA, alloué par la Primature sur le Filet social pour la réalisation de 30 forages équipés de châteaux d'eau et de système solaire ainsi que de deux micro barrages filtrants et de retenue d'eau.

Aussi, au titre des activités de suivi-évaluation de projets et programmes, on peut retenir que l'ADNM a, entre autres, assuré efficacement le suivi du Programme d'urgence pour la relance du développement des régions du nord ; procédé à l'évaluation de son programme de réinsertion socio-économique des jeunes non combattants dans les 5 régions du Nord en vue de lui donner une meilleure impulsion ; et continué d'assurer l'administration de la Plateforme d'information « Synergienord » qui permet de disposer en temps réel d'informations sur les actions de relèvement dans les régions du nord. Toute chose qui fera dire au Chef de Cabinet du Premier ministre que « face à l'ampleur de la tâche encore attendue de l'Agence, nous devrions continuer de l'accompagner pour lui permettre de relever de nombreux défis s'inscrivant dans les priorités du Gouvernement ». M. Touré expliquera que « c'est pour la renforcer que la Primature a inscrit dans son programme de travail, la relecture de ses missions afin de les adapter à la nouvelle architecture institutionnelle ». « Cette relecture sera présentée au Conseil des ministres au cours de cette année », a annoncé le Chef de Cabinet. En somme, de pertinentes décisions et d'importantes recommandations susceptibles de permettre à l'Agence de mener à bien ses activités au bénéfice des populations ont été prises.

■ **Dieudonné Tembely**

33^{ème} sommet de l'Union africaine (UA) : Les ministres des affaires étrangères se rencontrent en amont



Le 33^{ème} sommet de l'Union africaine (UA) est en cours à Addis-Abeba, en Éthiopie, mais auparavant, les ministres des Affaires étrangères des 55 pays-membres de l'organisation continentale se retrouvent : la session du conseil exécutif se termine ce 7 février au soir.

Avec notre envoyée spéciale à Addis-Abeba, Carine Frank Dans la salle Nelson-Mandela, au siège de l'Union africaine (UA), à Addis-Abeba, en Éthiopie, l'ambiance est sereine, plutôt studieuse, ce 7 février. Le principal thème est la sécurité. « Faire taire les armes en 2020 » était l'objectif que l'UA s'était fixé il y a sept ans.

Le 6 février, dans son discours d'ouverture, Moussa Faki Mahamat, le président de la commission de l'UA, a lancé un appel à la solidarité des pays africains notamment pour la crise au Sahel. Sous couvert d'anonymat, une autre personnalité africaine a regretté qu'à part les pays directement concernés, seul le Rwanda ait donné un million de dollars au G5 Sahel.

La Zlecaf sur les rails

Il est également question de la mise en œuvre progressive de la Zlecaf, la zone de libre-échange continentale. « Le président nigérian Mahamadou Issoufou fera le point sur l'état d'avancement, notamment le choix qui a été porté pour le Ghana d'abriter le secrétariat général, précise Alain-Claude Bilie-By-Nzé, le chef de la diplomatie gabonaise. Il s'agira aussi de savoir qui va animer le secrétariat général, de sorte que progressivement, cette zone continentale de libre-échange se mette en place avec tous ses instruments ».

Trois candidatures seraient d'ores et déjà présélectionnées, issues de l'Afrique du Sud, du Nigeria et de la République démocratique du Congo (RDC). La décision finale sera prise par les chefs d'État.

Ibrahim Boubacar Keïta, le président du Mali, et l'Ivoirien Alassane Ouattara arrivent d'ailleurs ce soir, tout comme l'Algérien Abdelmadjid Tebboune. L'avion du président nigérian Muhammadu Buhari du Nigeria aurait déjà décollé. Le Burkinabè Roch Marc Christian Kaboré doit arriver le 8 février. Mais le Tunisien Kais Saïed a finalement annulé son déplacement.

Il est également possible qu'une rencontre ait lieu en marge du sommet, entre Muhammadu Buhari et ses voisins, à savoir le Bénin, le Niger et le Cameroun, sur la question de la fermeture des frontières. « Possible, mais pas confirmé », selon un diplomate.

Mali : Assassinat du chef militaire de la Plateforme, Yoro Ould Dah



Le chef militaire de la Plateforme, Yoro Ould Dah, a été assassiné par des hommes armés sur des motos, ce 9 février à Tamkoutate, dans la région de Gao alors qu'il était dans son campement. L'attaque n'a pas été revendiquée, mais pourrait être perpétrée par un groupe armé rival. Yoro Ould Dah était sous sanction de l'ONU pour entrave à l'application de l'accord de paix.

Commissariat du 3^{ème} Arrondissement de Bamako : Arrestation de trois djihadistes présumés à railda bagadadji bamako



Les trois Djihadistes présumés sont soupçonnés d'être des planificateurs des attaques ciblées à Bamako. Ils ont été arrêtés hier Vendredi 07 février 2020 vers le crépuscule au Rail da (Bagadadji-Bamako) place Kayes.

Les Djihadistes présumés ont été dénoncés par la population à la police du 3^{ème} arrondissement. Alors une unité composée des éléments BR renforcée par les éléments BAC (Brigade Anti Criminalité) ont fait une descente au lieu indiqué. C'est ainsi que les Trois présumés ont été appréhendés sans incident. Interrogés ils affirment être des ressortissants de Douentza en partance vers Djema pour apprendre à être des bergers. Ils sont à leurs possessions trois sacs de voyages, quatre téléphones dont un Smartphone qui contient plusieurs photos des Djihadistes comme Iyad, Koufa, Belmokhtar... Remis à des cellules spécialisées, les trois présumés Djihadistes sont désormais entre les mains des enquêteurs de la BIJ (Brigade d'Investigation Judiciaire).

Cherif Ousmane Madani Haïdara : "Il n'y a pas de contrainte dans la religion"



S'adressant à un parterre de personnalités le 8 février 2020, le président du Haut conseil islamique du Mali, Cherif Ousmane Madani Haïdara, a défendu l'entente entre les communautés religieuses du Mali. « Si Dieu laisse en vie quelqu'un sur sa terre, c'est que cette personne mérite d'y vivre ; pourquoi alors vouloir tuer pour imposer aux autres sa religion ? Il n'y a pas de conflits entre chrétiens et musulmans au Mali », a commenté le président de la plus grande instance islamique du Mali. Le leader religieux s'exprimait au cours d'une cérémonie de reconnaissance organisée à Sébénicoro dans la Résidence Chérifienne par le comité Ançardine de la Commune I de Bamako. « Si tu es musulman parce que tu as grandi dans une famille musulmane et ton voisin est Chrétien parce que c'est la religion de son père, il ne doit pas y avoir de conflits entre vous. Que chacun suive sa croyance et on saura la vérité à l'au-delà », a expliqué Cherif Ousmane Madani Haïdara, récemment décoré de la médaille de l'Officier de l'Étalon au Burkina Faso.

Dans l'assistance, il y avait d'éminentes personnalités dont des représentants des communautés chrétiennes et l'ambassadeur du Burkina Faso au Mali. Selon le diplomate burkinabé, l'Officier de l'ordre de l'Étalon est la plus haute distinction de son pays à laquelle les étrangers sont éligibles à titre exceptionnel. Le président du Haut conseil islamique du Mali a été décoré pour avoir œuvré pour la stabilité et la paix dans la sous-région. La communauté chrétienne du Mali a surtout retenu que l'actuel président du Haut conseil islamique a rassemblé les Maliens sans compter leur appartenance religieuse. Selon Nou Ag Infa Yattara, le représentant de la communauté chrétienne, si Cherif Ousmane Haïdara avait adopté la position radicale de ceux qui ont occupé les régions nord du Mali en 2012, le Mali n'allait pas se relever pour résister aux envahisseurs. Natif de la région de Tombouctou, Nou avait dû fuir le nord du pays pour se réfugier à Bamako dans un premier temps. En tant que chef de la communauté chrétienne du nord, il était particulièrement recherché par les occupants. Ainsi, il avait finalement fui le Mali entre 2012 et 2014, mais avait témoigné ailleurs que le leader musulman Cherif Ousmane Madani Haïdara est une chance pour le Mali à cause de son esprit d'ouverture aux autres.

Le but de cette cérémonie était de rendre hommage aux autorités burkinabés pour avoir décoré Cherif Ousmane Madani Haïdara de la médaille de l'Officier de l'ordre de l'Étalon du Burkina Faso. Pour mémoire, Haïdara a été décoré le 24 janvier par les autorités burkinabés après dans la foulée d'un séjour à Bobo-Dioulasso où il a organisé des prières réunissant plusieurs leaders religieux pour la paix.

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

AGEFOU : Budget 2019 en hausse !

Le ministre de l'Économie numérique et de la Prospective, Mme Kamissa Camara, à l'occasion de la 4^{ème} session ordinaire du Conseil d'administration de l'Agence de Gestion du Fonds Universel (AGEFOU), a annoncé que les recettes mobilisées en 2019 se chiffrent 23 450 000 000 contre une prévision 21 850 000 000 FCFA, soit un taux de réalisation de 108% et le budget prévisionnel en 2020 a été arrêté en recette et en dépense à environ 20 750 000 000 FCFA contre 21 453 000 000 FCFA soit une diminution de 5%.



En effet, il s'agit de faire les états financiers du 31 décembre 2018 et le rapport des comptes de l'année 2018, le projet du rapport 2019, le programme de l'activité 2020, le projet du budget 2020 et l'organigramme 2017 révisée.

Pour le ministre Mme Kamissa Camara, il s'agira d'analyser dans le détail les documents et de délibérer en toute objectivité afin que les décisions contribuent à l'amélioration des services et l'accès universel de la télécommunication et au TIC dans la réduction de la fracture numérique au Mali.

Sur le plan financier, les recettes mobilisées en 2019 se chiffrent 23 450 000 000 contre une prévision 21 850 000 000 FCFA, soit un taux de réalisation de 108%. Au cours de la même année, les dépenses se sont élevées à 6 417 000 000 FCFA contre une prévision de 21 813 000 000 FCFA soit un taux d'exécution de 29%. Les dépenses de fonctionnement se sont élevées à 1,9 milliards de FCFA contre une prévision de 3,2 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution 58%. Le niveau du taux d'exécution

de la nature de l'agence dans les zones rurales difficile d'accès et exposé à la situation sécuritaire du pays.

L'année 2019 a vu l'aboutissement du projet pilote des centres d'accès universel aux TIC, avec la réalisation de la quasi-totalité des infrastructures programmées. Pour cela, certaines localités de Koulikoro, Sikasso et Ségou ont été dotées de centres qui font le bonheur de nos organisations socioprofessionnelles, des associations de femmes et de jeunes, dit Mme Kamissa Camara. Ces réalisations ont contribué, de façon significative, à réduire la fausseté numérique entre ces bénéficiaires, a-t-elle poursuivi.

Pour l'exercice 2020, le projet du budget de l'AGEFAU s'inscrit en droite ligne des recommandations issues de la 3^{ème} session du CA, tenue en juillet 2019 et s'articule autour des axes stratégiques et activités programmées en 2020. A ce titre, le budget prévisionnel a été arrêté, en recettes et en dépenses, à environ 20 750 000 000 FCFA contre 21 453 000 000 FCFA, soit une diminution de 5%.

Le budget soumis devrait mettre en œuvre l'exercice 2020, élaboré conformément aux objectifs de la nouvelle stratégie nationale de la promotion du service et de l'accès universel aux télécommunications et aux TIC. Les principales activités sont le renforcement des capacités opérationnelles et managériales de l'AGEFAU à travers l'acquisition d'outils de travail performants, l'extension de la couverture téléphonique dans plus de localité, la poursuite de l'implantation des centres d'accès universels aux TIC entre autres.

Dans cette optique, il s'agit aussi de poursuivre, de façon diligente, la mise en place du projet de collectivité rurale et la consolidation des autres investissements à travers la duplication des centres d'accès universels de seconde génération.

La poursuite et l'implantation des centres d'accès universels favoriseront la mise en œuvre du projet multiservice du numérique au profit du secteur de l'enseignement, du commerce, du tourisme, de la santé et de l'agriculture.

A cette occasion, les projets dont bénéficieront les communes rurales, urbaines et les groupements socioprofessionnels consisteront à aménager les salles informatiques communautaires équipées, hébergeant les serveurs, d'applications locales favorisant l'accès à l'internet par les communaux et les agents de l'administration. D'autres projets importants, comme des cases wifi destinées aux écoles maternelles et fondamentales, seront réalisés en 2020.

Enfin, il s'agit de combattre l'analphabétisme informatique dès le bas âge et de favoriser la formation à distance grâce à l'accès au contenu pédagogique pour les élèves et les enseignants. « Ce qui réduira considérablement les charges en termes d'investissement en infrastructure pédagogique », a-t-elle conclu.

■ Ibrahim Sanogo



Conseil d'administration de la Maison du Hadj : **390 555 294 FCFA** de budget pour 2020

Dans le cadre de l'organisation du pèlerinage 2020, le ministre des Affaires religieuses et du Culte, Thierno Amadou Omar Hass Diallo, a présidé, vendredi dernier, la session ordinaire du CA de la Maison du Hadj. L'ordre du jour portait sur le projet du budget 2020 qui est de 390 555 294 de FCFA contre 444 166 509 de FCFA soit une diminution de 12%. Dans ce montant, l'Etat contribue à hauteur de 21 millions FCFA et le reste est financé par les cotisations.

Pour le ministre des Affaires religieuses et du Culte, Thierno Amadou Omar Hass Diallo, l'organisation du pèlerinage est complexe. Selon lui, chaque campagne a ses réalités, d'où la nécessité d'une recherche permanente de solution et de méthode. « **Nous plaçons la campagne 2020 sous le signe de transfert de la responsabilité d'opération de la Maison du Hadj qui est une nécessité** », a-t-il assuré.

Le projet du budget 2020 est de 390 555 294 de FCFA contre 444 166 509 de FCFA soit une diminution de 12%. La Maison du Hadj est la seule structure qui répond à ses souhaits du Ministère des Finances. Sur ces 390 555 294 de FCFA, il n'y a que 21 millions qui revient à

l'Etat contrairement à d'autres DPA qui reçoivent plus 200 millions de FCFA. La création de DPA a permis à la Maison du Hadj de se prendre en charge afin que l'Etat se désengage.

En outre, il a annoncé que l'organisation du pèlerinage sera entièrement attribuée à la Maison du Hadj. « **Mon Département ne s'immiscera pas dans cette organisation car désormais c'est le transfert de compétence absolue à la Maison du Hadj. Ce transfert nécessite la mise en œuvre des structures de contrôle** », a-t-il précisé.

Les efforts déployés dans le domaine de la formation, de la sensibilisation, de l'éducation religieuse la maison du Hadj, doivent être renforcés pour permettre à nos pèlerins de mieux

appréhender tous les contours du pèlerinage, poursuivra le ministre Diallo.

Le projet de budget permettra de renforcer les activités programmées, d'atteindre les objectifs fixés et de respecter les indicateurs de performance. En effet, ces derniers lient la Maison du Hadj au Chef du programme attiré par le Cabinet du Ministère de la Culte et des Affaires religieuses, a-t-il conclu.

En prenant la parole, le directeur général de la Maison du Hadj, Abdoul Fatah Cissé, a remercié le ministre des Affaires religieuses et du Culte, pour la confiance placée en sa modeste personne. Il a transféré les responsabilités opérationnelles de l'organisation du Hadj 2020 à la Maison du Hadj. Cela veut dire que nous avons une lourde tâche et des défis à relever. « **Nous allons œuvrer dans le sens pour réussir le Hadj de cette année pour le bien des pèlerins maliens. Pour ce qui concerne le cout du pèlerinage de cette année, il sera annoncé très bientôt. A notre niveau, nous allons expliquer pourquoi il y a eu une augmentation cette année. Le lancement est prévu pour le 10 février 2020. J'invite les pèlerins à venir s'inscrire et que des dispositions idoines sont prises pour leur faciliter les opérations. En plus de cela les pèlerins bénéficieront d'une formation de qualité cette année**», a-t-il dit.

■ Ibrahim Sanogo

Projet d'amélioration de l'accessibilité rurale : Les satisfécits des populations

Traduire en actes concrets la vision du président Ibrahim Boubacar Kéïta en termes de désenclavement intérieur et extérieur du Mali, tel est le combat quotidien du ministre des Infrastructures et de l'Équipement, Mme Traoré Seynabou Diop. Elle s'est rendue le samedi, 8 février 2020, à Koulikoro, accompagnée des membres de son cabinet, les représentants de la banque mondiale et bien d'autres venus pour la cause la région de Koulikoro, pour s'enquérir de l'état des pistes réalisées et des infrastructures connexes. Cette occasion a été le lieu pour Mme le ministre de remettre officiellement les clés des infrastructures connexes réalisées dans cette zone.

C'est dans un cadre festif et convivial que la délégation du ministère des Infrastructures et de l'Équipement a visité les différentes réalisations accomplies dans les zones d'intervention du projet PAAR. La visite a porté sur le tronçon Kati Drale -Torodo-Faladié et la Bretelle Zéala-Bassabougou. Mme Seynabou Diop a saisi l'occasion pour s'entretenir avec les notabilité des différents villages qui ont à l'unanimité apprécié et félicité le ministère des infrastructures et de l'équipement et ses partenaires pour ses différentes actions réalisées en faveur des populations riveraines qui contribueront non seulement au développement de la région du Koulikoro en particulier et du Mali en général. Le gouvernement du Mali a initié le projet d'amélioration de l'accessibilité rurale (PAAR) avec l'appui de la Banque mondiale à travers le crédit IDA 6124 /MLI pour un montant de 64 000 000 d'euros soit 41 981 248 000 F CFA. L'Etat malien contribue au financement du projet à hauteur de 6 000 000 dollars US soit 3 300 000 000 FCFA. Le financement total est de 45 281 248 000 F CFA.

En effet, l'objectif du projet est d'améliorer et de pérenniser l'accès routier des communautés paysannes aux marchés et aux services de base dans la zone d'intervention du PAAR par l'aménagement et la maintenance de 1700 km de pistes rurales.

Prenant parole, le représentant des chefs des 12 villages bénéficiaires du projet d'amélioration de l'accessibilité rurale (PAAR), " **a remercié madame le ministre pour son travail qui s'inscrit dans le cadre du développement notamment, les pistes aménagées et les travaux connexes dans les villages que sont la construction de salles de classe équipées, des centres de santé réhabilités, des périmètres marai-**



chers, les marchés fournis en hangars et de blocs de toilettes et des clôtures d'école et de CSCOM', s'est-il réjoui.

Pour appuyer les propos de son prédécesseur, le maire de katibougou, Mr Konaré s'exprimant au nom des communes bénéficiaires du projet, a souligné que « **ces réalisations sont d'une importance capitale pour le désenclavement de la zone, avec ces réalisations, notre pays est sur la voie du développement** ».

Toutefois, les élèves des écoles bénéficiaires des salles de classe aménagées ont adressé des messages de remerciement à Mme Traoré Seynabou Diop pour la construction et l'aménagement de ses salles de classe qui vont améliorer la scolarisation des filles, le temps de parcours des pistes routières seront réduites. Toute chose qui va faciliter l'acheminement des produits.

Mme le ministre des Infrastructures et de l'Équipement n'a pas caché sa joie par rapport à la réalisation du projet PAAR dans le délai fixé, « j'estime aujourd'hui que je suis un ministre heureux parce que quand on commençait les travaux, nous étions inquiets de ne pas les voir finir tôt. Je considère que le temps qui nous a été donné avec tous ce que nous avions eu comme contre-temps, cette phase I du projet s'est réalisée de façon remarquable, s'est-elle réjouie.

Rappelons qu'en termes d'impact, entre autres le projet apportera directement aux communautés paysannes d'environ 650 000 personnes dont 51% de femmes et créera environ 144 000 emplois en 5 ans. 36 aménagements connexes ont été réalisés dans les villages traversés dans la région de Koulikoro.

■ Ibrahim Sanogo

Actualités de la force Barkhane du 31 janvier au 7 février 2020 : Déploiement des renforts de l'opération Barkhane



La force Barkhane poursuit son effort dans la région du Liptako-Gourma. L'action de Barkhane s'inscrit dans une approche globale en étroite collaboration avec les acteurs politiques, diplomatiques et économiques du Sahel. A l'occasion du Sommet de Pau, les dirigeants du G5 Sahel ont réaffirmé l'importance et la nécessité de l'opération Barkhane pour la stabilité du Sahel. En conséquence, à la demande du président de la République Française, Barkhane va accentuer ses efforts dans la lutte contre les groupes armés terroristes, effort qui se concentrera dans la région dite « des trois frontières ». En complément des renforts annoncés à l'occasion du sommet de Pau, ce sont près de 400 militaires qui seront déployés progressivement dans les prochaines semaines. Barkhane déploiera ainsi bientôt près de 5100 militaires au sein de l'opération. Des véhicules supplémentaires vont également être déployés : une trentaine de blindés légers, une trentaine de blindés lourds et une vingtaine de véhicules logistiques. Cette adaptation constitue un ef-

fort important afin d'accroître la pression sur les groupes armés terroristes qui agissent dans le Liptako-Gourma, en particulier l'Etat islamique au grand Sahel (EIGS), à travers des opérations menées conjointement avec les forces des pays du G5 Sahel. Il s'agit de mettre ces groupes à portée de nos partenaires, de lutter contre leur emprise sur la population sahélienne, mais aussi de contribuer à la progression des forces locales à travers un véritable partenariat de combat. Par ailleurs, dans ce cadre, Barkhane travaille activement au renforcement de la coordination entre sa chaîne de commandement, et celles des forces partenaires intervenant dans la région des « trois frontières », en particulier la force conjointe G5 Sahel (FC G5S). Une structure dédiée va être mise en place dans les prochains jours à Niamey, à proximité du poste de commandement du fuseau Centre de la force conjointe. Intégrant des officiers de liaison des différentes forces impliquées, elle permettra de coordonner et de synchroniser les actions dans les domaines du renseignement, de la

planification et de la conduite, et d'améliorer les délais de réaction en cas d'alerte. De son côté, le poste de commandement interarmées de théâtre (PCIAT) de l'opération Barkhane, stationné à N'Djamena, a d'ores et déjà intégré début février trois officiers de liaison, burkinabè, malien et nigérien, issus de la FC G5S. Leur mission est double. En planification, ils participent à la synchronisation des plans pour obtenir des effets complémentaires sur le terrain. En conduite, ils contribuent à améliorer le suivi tactique des opérations et à assurer le partage d'informations spécifiques. Ce mécanisme de coordination des commandements, prémices de la Coalition pour le Sahel annoncée au Sommet de Pau, n'est pas un organe de fusion des chaînes de commandements. Celles-ci ont et vont garder leurs caractéristiques propres : ainsi, si Barkhane est la seule force capable d'intégrer les contributeurs extérieurs au Sahel, et notamment la TF Takuba, la force conjointe est la seule qui puisse assurer le commandement d'unités des forces locales, et qui a vocation à rester en BSS.

Point des opérations

Du 29 au 31 janvier, la force Barkhane a mené une manœuvre aéroterrestre, sous la forme d'une opération « coup de poing » au sud de Gao, sur la rive ouest du fleuve Niger, en coopération avec les forces armées maliennes. Ce mode d'action permet à la force Barkhane d'agir vite et loin, tout en créant de l'incertitude chez les groupes armés terroristes. Les unités françaises et le détachement des forces armées maliennes avaient pour mission de reconnaître un village et ses environs dans la région sud de Gao, au sein duquel des pressions ponctuelles des groupes armés terroristes sur la population étaient avérées. Pour cette opération, la force Barkhane a mis en œuvre un mode d'action réactif combinant manœuvre aéroterrestre et déploiement de forces par voie routière. La simultanéité de l'action a nécessité une coordination fine, incluant les partenaires maliens.

L'effort tactique a été mis sur la surprise en s'appuyant sur les hélicoptères français CAJMAN et danois MERLIN pour la mise en place d'une partie des unités. En parallèle, le reste de l'unité a effectué une reconnaissance offensive conjointe avec les forces armées maliennes, le long du fleuve Niger.

Les forces armées maliennes ont contribué au bouclage de la zone. Leur connaissance du milieu et leur facilité à établir le contact avec la population sont une plus-value pour la force Barkhane.

Au cours de cette opération, qui contribue également à rassurer les populations locales, des points d'intérêt ont été fouillés et des ressources ont été saisies dans des caches, permettant l'orientation d'opérations futures.

Quelques jours plus tard, entre le 6 et le 7 février, poursuivant cette semaine ses efforts dans la zone des trois frontières en coordination avec ses partenaires des forces armées maliennes, la force Barkhane a mis hors de combat plus de trente terroristes au cours de plusieurs opérations successives.

La force Barkhane a conduit une opération d'opportunité à l'Ouest du Gourma ayant abouti à la neutralisation d'une vingtaine de terroristes ainsi qu'à la destruction de plusieurs véhicules.

L'action s'est déroulée dans une zone où sévit la katiba du Gourma. Barkhane a mobilisé ses moyens aériens sur très court préavis, démon-

trant la capacité de la force à agir vite et loin de ses emprises. Un drone Reaper, une patrouille de Mirage 2000 ainsi qu'un hélicoptère Tigre et un Cougar ont participé à deux frappes ciblées sur une zone où des combattants terroristes avaient été repérés.

Dans le même temps, la force Barkhane a poursuivi son action dans le Liptako cette semaine. Les opérations conduites par les commandos de Barkhane ont ainsi permis la mise hors de combat d'une dizaine de terroristes lors de deux actions distinctes, dans des zones où l'Etat Islamique au Grand Sahara (EIGS) est actif.

La force Barkhane et ses partenaires continuent plus que jamais le combat, ensemble, avec pour objectif de restaurer des conditions sécuritaires favorables au retour de la gouvernance des Etats dans la bande sahélo-saharienne.

Préparer l'avenir, le CEMGA Malien rencontre la force Barkhane

Le dimanche, 26 janvier 2020, le général de division Coulibaly, chef d'état-major général des armées (CEMGA), accompagne d'une délégation, se sont rendus sur la plateforme opérationnelle désert (PfoD) de Gao. L'objectif était d'échanger avec le représentant du commandant de la force Barkhane à Gao, le colonel Bernard, pour évoquer notamment les prochains défis des forces armées maliennes et remercier la force Barkhane pour son travail aux côtés des soldats maliens.

La délégation malienne qui accompagnait le CEMGA était riche et multiple. Elle était composée du général Koné, commandant la partie Est du Mali, du colonel Koné, commandant la zone de Gao et ses environs, du chef du renseignement, du chef des ressources humaines, ainsi que de l'adjoint du sous-chef opérations. Le général de division Coulibaly a débuté l'échange par des remerciements : « J'ai tenu à faire cette visite pour vous remercier de votre engagement depuis l'opération Serval de 2012, jusqu'à ce jour. Merci pour cet appui et ce soutien ». Il a tenu également à souligner que « nous sommes en face d'un ennemi qui agit dans le centre et le Nord du Mali, dans des zones où l'Etat doit être renforcé. Grâce à vous, l'engagement de nos soldats n'est pas vain ». Le général de division a rappelé son attache-

ment à la mission qui vise à « permettre aux Maliens d'accéder à l'éducation, sécuriser l'accès aux marchés. Ce sont des priorités. »

Préparer l'avenir passe par le déploiement de forces armées maliennes formées et ainsi qu'une collaboration accrue avec les alliés européens. Le général de division Coulibaly l'a précisé ainsi : « vos amis européens sont là à vos côtés, les amis d'amis sont nos amis », ajoutant : « toute initiative tendant à donner une nouvelle capacité aux FAMA est bienvenue ».

Cet échange ne s'est pas limité aux actions en cours. Il a concerné également l'avenir. Le colonel Bernard s'adressant à la délégation malienne l'a précisé : « Il faut regarder vers l'avant. Le partenariat de combat que nous construisons se veut en permanence vivant, avec la volonté de vous amener vers le chemin de l'excellence. Nous travaillons conjointement pour que demain vous puissiez assurer la sécurité de votre pays ». Transmettre davantage de savoir-faire aux FAMA est un des objectifs de la force Barkhane, notamment à travers le principe « d'opérationnalisation de la réflexion » qui vise à améliorer le processus d'élaboration des ordres au plan tactique, opératif ou stratégique.

L'échange s'est clôturé par une présentation de la situation sécuritaire de la région, ainsi que l'ensemble des actions réalisées pour accroître encore la capacité opérationnelle des FAMA, notamment dans les domaines de l'action civilo-militaire, des actes élémentaires du combattant ou encore à travers la formation d'unités spéciales.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Burkina-Faso, Mali, Mauritanie, Niger, et Tchad. Elle regroupe environ 5100 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace.

■ **Contact presse :**
barkhane.com@gmail.com

Le FSD : La Crise scolaire et le risque d'une année blanche



Tout comme l'année dernière, le spectre de l'année blanche plane. Une nouvelle bonne pour les Djihadistes et autres, mais mauvaise pour les maliens lambda. Face au risque, le Front pour la sauvegarde de la démocratie s'engage. Face à ce qui se passe sur le front scolaire, il

n'est pas interdit de parler d'enlèvement. D'un côté, nous avons les syndicats d'enseignants unis dans une large coalition dénommée : «Syndicats de l'Éducation signataires du 15 octobre 2016 ». Ils sont arcboutés sur leurs revendications. De l'autre, le gouvernement du Mali qui tergiverse sur des engagements qu'il

tente de nier et de contourner. En essayant d'intoxiquer l'opinion nationale et internationale avec des médias soumis à ses quatre volontés. Entre les deux, les élèves qui ont fini par comprendre que c'est bien leur avenir qui est en jeu et que, Premier Ministre durant les années 1990, IBK avait matraqué et embastillé les opposants, canardé les «musulmans » et fermé les écoles en disant aux parents d'élèves : «Nous régnerons sur vous. Nos enfants vont étudier à l'étranger pour régner sur vos enfants ». Aussi, ont-ils décidé de se battre pour les droits que la Constitution du Mali et le Droit international leur reconnaît, étudier. Jadis, ils vidaient les classes pour la grève et pour tout casser. Aujourd'hui, ils prennent la rue pour clamer : «Nous voulons étudier ». «Oser lutter, c'est oser vaincre » est remis au placard. Chat échaudé craint le froid. En plus, les enfants voient des milliers de leurs semblables interdits d'école par les djihadistes et les terroristes ailleurs.

C'est aussi le manque de confiance qui fait problème

Les enfants mis dans la rue par des adultes ont le soutien des parents et de l'opinion. Mais, c'est peu par rapport à l'indifférence de la communauté internationale, la seule à qui le régime





obéit et qui semble s'accommoder du génocide éducatif en cours. L'enlèvement est donc total entre les deux protagonistes qui tournent l'un autour de l'autre tels deux lutteurs sénégalais. L'intransigeance des enseignants, qui détiennent des engagements signés, se fracassant sur la mauvaise foi des gouvernants qui nient l'évidence, leur fourberie et leur duplicité.

Le gouvernement a tout de même fini par admettre lors de la conférence de presse, 30 janvier 2020, que les enseignants étaient dans leur droit d'exiger l'application dans les délais promis des engagements pris. Mais, le porte-parole du gouvernement a ajouté que c'était l'argent qui manquait.

Connaissant la psychologie des maliens, on peut penser que si, avec sincérité, IBK avait dit : « Jon ko Allah, c'est vous qui avez raison. Mais, la vérité est que je n'ai pas d'argent », les syndicats allaient fléchir. Le malien ne résiste pas face à cela : on n'humilie pas celui qui avoue sincèrement et humblement ses torts.

Mais, la condition est la sincérité. Qui croit en la sincérité du président IBK aujourd'hui au Mali ? Y a-t-il l'argent ou pas ? Les syndicats ont déjà, on va dire, répondu à ces questions. Dans leur propos, on entend clairement : « oui, il y a l'argent, même à gaspiller ». De leur côté, beaucoup de maliens reconnaissent que IBK dilapide les fonds publics et que son régime détourne

énormément. Il serait un prédateur sur deux jambes.

Recruter 15.000 enseignants «kleenex» pour six mois

Les quatre syndicats, après d'âpres batailles (70 jours de grève l'année dernière, par exemple), ont obtenu une loi votée par le Parlement, promulguée par IBK et signée par sept ministres. Ils avaient obtenu auparavant un statut particulier. Ce qui leur procure des avantages

pécuniaires considérables. Ils vont donc jouir du double avantage : gagner plus en tant que particuliers et gagner ce que les autres gagnent du statut général (le fameux Article 39).

Le gouvernement a cédé tout cela sous la contrainte en laissant la proie pour l'ombre. Sans oublier que les magistrats et les médecins avaient fait pareilles grèves avant eux. Aujourd'hui, l'odeur âcre de l'année blanche monte aux narines. Et pour sauver la situation, IBK n'a pas de solution. Le voilà rattrapé par ses engagements.

L'année blanche hante et terrifie les esprits à nouveau. Dieu seul sait si l'on va y échapper ou pas. Et c'est conscient de cela que, la semaine dernière, le FSD a pris ses responsabilités pour publier un communiqué (Lire en encadré) dans lequel il prône la recherche d'une solution par le dialogue. C'est louable et c'est responsable. Mais, IBK est-il dans une logique de concertation pour trouver un terrain d'entente ? On peut en douter quand on sait qu'il a lancé un chantier : recruter 15.000 enseignants pour six mois ! Cela a un nom : chantage. Et en plus, c'est se semer les germes d'un autre conflit social à venir : en effet, quel chômeur va s'engager pour six mois et retourner ensuite au chômage ?

■ Amadou TALL



malikile.com

18 Avenue de l'Indépendance, 20100 Bamako, Mali. Téléphone : +223 20 62 11 14 1000 0 01



MINISTRE DE LA JEUNESSE
ET DES SPORTS

CENTRE NATIONAL DE PROMOTION
DU VOLONTARIAT AU MALI-CNPV



LA DIRECTION GENERALE

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

COMMUNIQUE N°2020 1002 DG/CNPV

LE DIRECTEUR GENERAL DU CENTRE NATIONAL DE PROMOTION DE
VOLONTARIAT AU MALI (CNPV)

COMMUNIQUE :

En raison des difficultés signalées par de nombreux candidats au volontariat dans l'obtention de certaines pièces constitutives du dossier de candidature notamment le casier judiciaire, le délai de dépôt des dossiers de candidatures pour le recrutement des enseignants volontaires, initialement prévu pour le 07 février 2020, a été prorogé jusqu'au 18 février 2020 à 16 heures.

Les dossiers de candidatures doivent être toujours déposés, au niveau de l'académie d'enseignement ou au niveau des Centres d'Animation Pédagogique (CAP) où le candidat souhaite être recruté.

Bamako, le 07/02/ 2020

Le Directeur Général

Sekou Oumar COULIBALY

Rencontres MAEP et NEPAD : De nouvelles perspectives pour l'Afrique

En marge du 33^{ème} sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union Africaine en Ethiopie, le ministre de l'intégration Africaine, Me Baber Gano, a représenté le chef de l'Etat à la rencontre du mécanisme Africain d'évaluation par les pairs MAEP et celle du NEPAD Organisme Africain pour le développement. Ces deux sessions se sont tenues, samedi 8 février 2020. La première était présidée par le Président Tchadien Idriss Deby et la seconde par le Président Sénégalais Macky Sall.

La session du mécanisme Africain d'Evaluation par les pairs (MAEP) avait pour objectif d'évaluer un certain nombre de pays notamment l'Egypte et le Libéria. Ensuite, il y a eu l'évaluation ciblée de la Zambie et de la Namibie. Pour le ministre de l'intégration Africaine, la cérémonie a été couronnée par la passation du témoin. Le président Tchadien, Idriss Deby en fin de mandat a passé la main au président Cyril Ramaphosa de l'Afrique du sud. **Le Mali a été honoré lors de cette session. Notre compatriote, Docteur Ousmane Diallo, qui était le président de la commission nationale du mécanisme Africain d'Evaluation par les pairs Mali, est devenu membre des éminentes personnalités de**

l'Afrique de l'ouest. Il siège comme étant la deuxième personnalité de l'Afrique de l'Ouest au compte du Mali », a-t-il précisé. Pour rappel en fin 2019, lors de la réunion des ministres de la CEDEAO tenue à Abuja, maître Baber Gano, ministre de l'Intégration Africaine, non moins point focal du MAEP au Mali, par sa ténacité diplomatique a réclamé et obtenu pour notre pays le poste de représentant de la CEDEAO au Burkina Faso. Un poste qu'occupe présentement Tiéna Coulibaly, désigné par le Président IBK. Le MAEP est un instrument d'évaluation qui examine la gouvernance sur le continent Africain afin d'identifier les forces et les défis dans les quatre domaines thématiques que sont : la

gouvernance démocratique et politique, la gouvernance et la gestion économique, la gouvernance des entreprises et le développement socioéconomique. Son objectif est d'encourager et de construire une dynamique de transformation politique, socioéconomique et culturelle positive à tous les niveaux. La deuxième session était celle du NEPAD. Me Baber Gano dira que cette session avait pour objet de convertir le NPAD ancienne formule à l'agence Africaine de développement. Donc, le statut qui avait été présenté par le comité exécutif a été approuvé par l'ensemble des ministres du comité d'orientation. Pour cette session, le Président Macky Sall en fin de mandat a également passé la main au Président Paul Kagame du Rwanda qui devient le président du Comité d'orientation des chefs d'Etat et de gouvernement. Les deux personnalités ont salué le Mali pour ses efforts dans la vulgarisation des bonnes pratiques de gouvernance à travers des instruments très efficaces. **« Je dois exprimer que ces deux sessions ont été des moments très exaltants pour le Mali. A noter que la gouvernance le Mali était un exemple sur un certain nombre de thématique, la démocratie, les indices humains de développement, le niveau économique. Malgré la crise, nous avons été appréciés »**, s'est-il félicité.

■ Ibrahim Sanogo



Débat politique : Quand la CMAS met le pied dans les plats

Il n'y a pas longtemps, le grand guide des Ançars, Ousmane Madani Haidara, a haussé le ton pour exiger des politiques un changement de comportement faute de quoi, les leaders religieux vont installer un Imam à Koulobouba. Cette menace n'a pas pour autant effrayé la classe politique. Simplement parce que dans ce pays on ne réalise le danger que quand il frappe à la porte. Avec la naissance de la Coordination des Mouvements, Associations et Sympathisants de Mahmoud Dicko, on est en droit de se demander si la menace n'est pas en train d'être exécutée. Pour les législatives qui pointent le nez, la CMAS avait même signé un pacte d'alliance avec la Convergence pour le Développement du Mali (CODEM) avant de renoncer à sortir du bois des candidats. C'est une alerte à l'endroit de la classe politique jugée pourrie et corrompue. Ce coup de boutoir rappelle la naissance du Front Islamique du Salut dans les années 1990 dirigé par Abassi Madani et Aly Belhadj. Le mouvement a donné le premier coup de boutoir lors de la révolte des semoules à Alger en 1988. Face au chômage des jeunes à la corruption gangrenée, la société algérienne a fini par se confier au mouvement islamiste qui avait remporté haut la main les élections législatives de 1992. Pour éviter le syndrome iranien, l'armée prend les choses en main et casse le processus. L'Algérie plonge alors dans une sanglante guerre civile. Dans l'histoire de l'humanité, les dictateurs déguisés en démocrates profitent toujours d'une atmosphère délétère pour se faire une place au soleil. C'est le cas du caporal Adolphe Hitler qui n'a jamais été pris au sérieux jusqu'à son accession à la chancellerie par la force des choses, il finit par devenir un des dictateurs les



plus cyniques de l'histoire en s'adjugant le titre de führer guide. Sa source d'inspiration, l'Italien Benito Mussolini, se faisait appeler le Duce et leur petit Franco le dictateur espagnol avait le titre de Caudillo. Quant au petit père des peuples Joseph Staline, il se croyait immortel. La classe politique malienne a sur la table suffisamment d'exemples pour pouvoir se ressaisir. Il est vrai que parmi les religieux certains ne sont pas des modèles. Mais tous les horizons sont ouverts pour que dans un futur immédiat la représentation nationale soit dominée par des députés islamistes ou proches des milieux islamistes. Lors d'une grande rencontre sur l'emploi des jeunes en 2016 au Palais des Sports Salamata Maiga, l'Imam de la grande mosquée de Bamako, El Hadj Kokè Kalé, avait attiré l'attention des autorités sur un danger dans les mosquées. À ses dires dans certaines mosquées après les heures de prières les jeunes apprennent les arts martiaux à quelle fin, c'est à l'État d'ouvrir des enquêtes pour en savoir davantage. L'accélération du djihadisme au Mali a été rendue possible par les autorités de l'époque qui ont accueilli à bras ouverts toutes les ONG sans au préalable chercher à savoir si derrière les dons il n'y avait pas d'autres arrière-pensées. Juste après le lancement de la CMAS, la présidente de la Cour constitutionnelle, Madame Manassa Danioko, a haussé le ton pour mettre en garde contre tout regroupement politique à base religieuse susceptible de mettre en cause la laïcité de l'État inscrite dans la constitution du 25 février 1992. Un autre facteur aggravant si les partis islamistes arrivent à se frayer un chemin, les partis à base ethnique feront surface. Dans la Constitution de 1992, on aurait pu interdire les associations à base culturelle ou régionaliste. L'aggravation de la situation sécuritaire au centre est liée au comportement de l'association Ginna Dogon qui regroupe tous les Dogons du Mali et Tabital Pulaku qui regroupent l'ensemble des peulhs

du Mali. Les dérives de certains acteurs du 26 mars 1991 ont contribué à semer les ferments de ce que nous vivons au nord qui a fini par contaminer le centre. Cette frange de la classe politique n'a pas encore dit son dernier mot et probablement celui qui succèdera au président El Hadj Ibrahim Boubacar Keita sortira de leur rang. Le seul rempart contre une future immixtion ouverte des religieux dans la politique est sans doute la jeunesse. Problème, elle n'arrive pas à se défaire du carcan des acteurs de mars 1991 qui continuent à empoisonner cette jeunesse à travers l'appât du gain facile. Quant aux femmes, elles continuent à chanter et à danser recevant des pagnes à l'effigie de ceux qui vont encore les tromper, les politiques. Dans l'histoire de l'humanité, toutes les grandes révolutions ont été faites pour faire espérer la jeunesse. C'est pourquoi les dirigeants qui préfèrent sacrifier leur jeunesse finissent toujours à l'échafaud. Lors de la tentative de coup d'État perpétrée par le général Lamine Diabira, le président Konaré n'a-t-il pas dit qu'il y a des patriotes qui ne laisseront pas le Mali souffrir ? Le printemps arabe a été enclenché par l'immolation par le feu du jeune Mohamed Bouazizi à Sidi Bouzid en Tunisie. Heureusement que la classe politique a su faire preuve d'intelligence sinon les islamistes radicaux étaient à deux doigts de s'approprier cette révolution de la jeunesse tunisienne. Pour éviter le péril religieux au Mali, il revient aux politiques de faire preuve de bon sens. Sinon certains voient dans la candidature de certains qui sont incarcérés aux élections législatives, une façon de fuir la justice pour se réfugier à la représentation nationale. Ce qui n'est pas un bon exemple pour la jeunesse. Les vagues d'arrestation contre les maires qui pourtant ont été élus démocratiquement pour détournement à la pelle n'incite pas à l'optimisme. Donc attention au péril religieux.

■ **Mariam Seba Samaké**

ANALYSE – Le cauchemar français en Afrique – III : Les “opérations” politiques et militaires

Alors que la France s'est retirée avec réticence de ses colonies, elle a constitué toutes les voies nécessaires pour continuer l'exploitation dans la période post-coloniale.

Alors que la France s'est retirée avec réticence de ses colonies, elle a constitué toutes les voies nécessaires pour continuer l'exploitation dans la période post-coloniale. Elle a tué ceux qui y résistaient, comme Thomas Sankara, leader du Burkina Faso. Son compagnon, Blaise Compaoré, a mené un coup d'État contre Sankara, citant les relations tendues avec la France, et Sankara a été assassiné.

Au cours des 50 dernières années, 67 coups d'État ont eu lieu dans 26 pays d'Afrique. 16 de ces pays sont les anciennes colonies de la France. 61% des coups d'État ont eu lieu en Afrique “francophone”, soit 45 des 67 coups d'État ont eu lieu dans les anciennes colonies françaises. Lors de ces coups, des loges maçonniques françaises ont également joué un rôle actif.

Lorsque la Guinée, avec Sékou Touré, a décidé de quitter l'empire colonial français en 1958 et d'accéder à l'indépendance, l'élite coloniale française à Paris, dans un geste de colère historique, a tout détruit dans le pays. Trois mille Français ont quitté le pays, pris tous leurs biens

et détruit tout ce qui ne pouvait pas être déplacé. Les écoles, les cliniques et les bâtiments de l'administration publique ont été rasés; les voitures, les livres, les outils des instituts médicaux et de recherche et les tracteurs ont été détruits; les chevaux et les vaches ont été tués dans les fermes; et dans les entrepôts, la nourriture a été brûlée ou empoisonnée.

Le but d'une telle réaction de la France était d'envoyer un message clair à toutes les autres colonies que les conséquences d'un rejet de la France seraient trop chères. La peur s'est lentement répandue parmi les élites africaines et, après les événements en Guinée, aucune d'entre elles n'a montré le courage de suivre l'exemple d'Ahmed Sékou Touré, qui avait déclaré : “Nous préférons la liberté dans la pauvreté à la richesse dans l'esclavage.”

Sylvanus Olympio, premier président de la République du Togo, petit pays d'Afrique de l'Ouest, a trouvé une solution à mi-chemin avec les Français. Il ne voulait pas que son pays continue d'être sous la domination française. Il a donc refusé de signer la continuation du traité colonial proposé par De Gaulle. Mais il a accepté de payer une somme annuelle à la France pour les avantages obtenus par le Togo pendant la période coloniale. Cependant, le montant fixé par la France était si important que le rembour-

sement de la “dette coloniale” représentait près de 40% du budget du pays en 1963. La situation financière du nouveau Togo indépendant était très instable. Pour se débarrasser de cette situation, Olympio a décidé d'abandonner la monnaie coloniale française, le Franc CFA (Colonies françaises d'Afrique), et d'imprimer la propre monnaie de son pays. Trois jours seulement après que le président élu du pays africain nouvellement indépendant, Sylvanus Olympio a commencé à imprimer sa monnaie, le 13 janvier 1963, il a été tué par un ancien sergent des légionnaires étrangers français nommé Etienne Gnassingbé Eyadema, soutenu par la France. Eyadema a reçu une récompense de 612 dollars de l'ambassade de France.

Le 30 juin 1962, le premier président de la République malienne, Modibo Keita, décide de se retirer de la monnaie coloniale française, le Franc CFA, qui devint la monnaie de 12 pays africains nouvellement indépendants. Comme Olympio, Keita a été victime d'un coup d'État, perpétré par le lieutenant Moussa Traoré, un autre ancien légionnaire étranger français, le 19 novembre 1968.

En somme, au cours de la période où l'Afrique a voulu se débarrasser des pays colonisateurs européens, la France a utilisé à de nombreuses reprises des anciens de la légion étrangère pour mener des coups d'État contre les présidents élus. Le 1er janvier 1966, Jean-Bédel Bokassa, ancien légionnaire étranger, a mené un coup d'État contre David Dacko, le premier président de la République centrafricaine. Le 3 janvier 1966, Maurice Yaméogo, premier président de la République de Haute-Volta, désormais appelée Burkina Faso, est victime d'un coup d'État d'un ancien légionnaire de la France, Aboubacar Sangoulé Lamizana qui combat l'indépendance de ces pays au sein des troupes françaises. Mathieu Kérékou, l'agent de sécurité du président, a mené un coup d'État contre le premier président de la République du Bénin, Hubert Maga, le 26 octobre 1972. Yaméogo avait été formé dans des écoles militaires françaises de 1968 à 1970.





Présence militaire de la France en Afrique et terrorisme

Avec les accords intervenus lors du retrait de la France des pays qu'elle exploitait, elle avait le droit de déployer à l'avance ses troupes, et d'intervenir dans les ex-colonies pour défendre ses propres intérêts. Ainsi, dans de nombreux pays africains, avec trois hélicoptères et un groupe de soldats, elle a mené des coups d'État, ou affirmé les avoir empêchés, et la France a ainsi revendiqué de nouveaux privilèges dans ces pays.

Avec ces accords appelés "accords de défense" attachés au Pacte colonial, la France dispose du droit légal pour une intervention militaire dans les pays africains et pour déployer des troupes sur des bases militaires et des installations militaires en Afrique. En raison de ces conditions, de nombreux pays africains sont comme des entreprises gérées entièrement par les Français. Il y a actuellement environ 70 000 soldats français en Afrique. Certains d'entre eux sont les forces de guerre qui servent de soi-disant "force de paix" dans les missions des Na-

tions unies (ONU). Pendant la Guerre froide, la France était appelée "gendarme de l'Afrique". La France a effectué au total 130 interventions militaires sur le continent africain entre 1945 et 2005.

Lorsque le président ivoirien, Laurent Gbagbo a tenté de mettre un terme à l'exploitation de son pays par la France, la France a organisé un coup d'État. Dans le long processus de renversement de Gbagbo, la France est directement intervenue dans les affrontements; et avec des chars, des hélicoptères et les forces spéciales, elle a ouvert le feu sur les civils, et a ainsi tué de nombreux civils. Après que la France a réussi son coup d'État et placé Alassane Ouattara au pouvoir, elle a demandé au gouvernement Ouattara de compenser les pertes des entreprises françaises pendant la guerre civile. Effectivement, le gouvernement Ouattara a payé deux fois plus pour les pertes françaises de cette guerre que lors de l'indépendance ivoirienne. En général, les pays africains sont des pays disposant de moins d'alliances militaires régionales. La plupart des pays africains n'ont des alliances militaires qu'avec leurs anciens colo-

nisateurs. La France a interdit à ses anciennes colonies de rechercher d'autres alliances militaires que les siennes. Les pays qui sont d'anciennes colonies françaises ne peuvent s'engager dans aucune alliance militaire avec un autre pays sans l'autorisation préalable de la France.

Les pays africains ont l'obligation de s'allier avec la France en cas de guerre ou de crise mondiale. Ainsi, plus d'un million de soldats africains se sont battus contre les Allemands pour les Français pendant la Seconde Guerre mondiale. Bien que leur contribution soit souvent négligée ou minimisée, étant donné qu'il n'a fallu que six semaines à l'Allemagne pour vaincre la France en 1940, la France sait que les Africains peuvent être utiles à l'avenir pour se battre pour "la Grandeur de la France".

La France a construit le post-colonialisme grâce à des bourses d'études trompeuses, des subventions et des "accords de défense" qu'elle a ajoutés au pacte colonial. Bien entendu, tout le matériel militaire doit également être acheté auprès de la France. Les Africains doivent envoyer leurs officiers supérieurs suivre une for-

mation en France ou dans des centres de formation gérés par les Français. C'est la principale tragédie du continent : la France forme et nourrit des milliers d'Africains qui trahissent l'Afrique. Ces Africains sont en veille lorsqu'ils ne sont pas nécessaires, et agissent immédiatement en cas de besoin, pour un putsch ou pour tout autre but.

La France a pris sa revanche historique en bombardant la Libye en 2011. En 2017, elle avait placé trois mille soldats au quartier général de la ville de Gao au Mali et à Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso, pour les utiliser dans l'occupation de la Libye. Aujourd'hui, la France et d'autres pays occidentaux soutiennent le putschiste Khalifa Haftar qui tente de renverser le gouvernement légitime en Libye, avec le soutien de nombreux pays, notamment l'Égypte, les Émirats arabes unis, les États-Unis et la Russie.

Les bases militaires de la France terrorisent les pays de toute l'Afrique. Dans les pays que la France veut occuper (comme au Mali), des organisations terroristes "islamiques" émergent et se saisissent des mines d'uranium [et autres ressources, ndlr] des pays. La France utilise le terrorisme pour intervenir dans les pays africains. Elle fournit des armes aux organisations terroristes, et simultanément, cherche à extorquer des richesses en faisant pression sur les pays, disant qu'elle aide les pays africains à détruire ces mêmes groupes terroristes. Ces dernières semaines, des armes (envoyées aux terroristes de Boko Haram), cachées à l'intérieur d'un conteneur pour le compte d'une organisation française, ont été saisies par les douaniers nigériens.

Le président français, Emmanuel Macron rend visite aux soldats français dans les pays d'Afrique de l'Ouest pour lutter contre le terrorisme, chaque année à Noël. En décembre 2017, il s'est rendu à Niamey, la capitale du Niger, à N'Djamena, la capitale du Tchad en décembre 2018, et en Côte d'Ivoire cette année. La France menace les pays ouest-africains de terrorisme, de dépenses pour la sécurité plutôt que pour le développement. Bien sûr, cette situation ne peut pas continuer ainsi.

Conclusion

Il existe une situation quasi psychopathologique dans les relations de la France avec l'Afrique. Premièrement, la France est fortement tribu-

taire du pillage et de l'exploitation de l'Afrique depuis l'esclavage. Deuxièmement, il y a un grave manque de créativité et d'imagination de l'élite française qui ne pense pas au-delà des méthodes traditionnelles du passé.

Enfin, la France dispose de deux institutions entièrement figées dans lesquelles les "haut fonctionnaires" paranoïaques et psychopathes face à un éventuel changement de la France, se réfèrent à une idéologie provenant de la romance du 19ème siècle : le [s] ministère [s] des Finances et du Budget, et le ministère des Affaires étrangères. Ces deux institutions sont une menace non seulement pour l'Afrique, mais aussi pour les Français. Dans les pays qui en sont affectés, on peut noter des structures similaires aux structures jacobines et chaotiques. Les pays vivant dans des conditions économiques extrêmement mauvaises en raison de l'exploitation historique de leur patrimoine par la France, ont besoin de l'aide étrangère. Aujourd'hui, malgré tous les efforts de la Turquie sur le continent africain, malheureusement, elle n'a pu établir qu'une influence limitée, et comme susdit, cela est essentiellement dû à la dépendance coloniale prolongée. Aucun pays africain ne peut établir de coopération militaire avec la Turquie. La coopération en matière d'éducation militaire est possible, mais aucune opération conjointe ne peut être menée. La raison principale des progrès importants réalisés sur l'aide humanitaire apportée par la Turquie est que la voie lui a été ouverte pour ce faire. Parce que les colonisateurs n'ont pas de considérations et priorités telles que l'aide humanitaire, et parce qu'ils voient cela comme une corvée, les institutions officielles de la Turquie et les organisations turques de la société civile sont influencées, par le biais de rapports préparés par les organisations manipulatrices comme OXFAM, à apporter de l'aide humanitaire. La libération de l'Afrique semble peu probable à court terme. Seuls les Africains peuvent libérer l'Afrique, et sans demander la permission de quiconque. Parce qu'il est vraiment difficile de comprendre comment 450 soldats français encore présents en Côte d'Ivoire peuvent contrôler une population de 20 millions d'habitants.

Comme le montrent les données financières, le nombre de coups d'État, le nombre de bases militaires et de soldats, la France est tout à fait désespérée; mais quel qu'en soit le prix, elle utilise toutes sortes de moyens pour garder ses

colonies. "Sans l'Afrique, la France tomberait au rang des pays du tiers monde", avait déclaré l'ancien Président français, Jacques Chirac. Le prédécesseur de Chirac, François Mitterrand, avait déclaré en 1957 : "Sans l'Afrique, la France n'aurait pas d'histoire au 21ème siècle." Les intérêts de la France sur le continent se sont concrétisés à travers la politique africaine de la France, dite "Françafrique", issue de l'époque de De Gaulle. Cette politique consistait en des lobbies d'entreprises et de renseignement, des réseaux étroitement liés à l'État, comme Elf et Areva, et des dictateurs soutenus par la France. Pas plus tard que la semaine dernière, Macron, décrivant la période coloniale comme une "faute de la République", s'efforçait en Côte d'Ivoire d'avoir l'air mignon pour les pays africains et à garder l'ordre colonial intact et inchangé.

Les dirigeants africains sont souvent accusés de corruption et de servir les intérêts des nations occidentales. Cependant, ils se sentent obligés d'agir de cette façon. Parce qu'ils craignent, que s'ils ne le font pas, d'être tués ou destitués. Par conséquent, ils veulent qu'un pays occidental fort les soutienne. Bien sûr, ce soutien a un prix. Ce prix est le transfert des richesses du pays colonisé vers les pays occidentaux. Les dirigeants africains pourront travailler dans l'intérêt de leur peuple lorsqu'ils ne seront pas constamment poursuivis par les pays coloniaux, et qu'ils ne seront pas renversés par des coups d'État ou des moyens similaires. Bob Marley demande dans la chanson "Redemption" : "Combien de temps vont-ils tuer nos leaders pendant que nous nous tenons à l'écart? Jusqu'à quand?" et Marley dit : "L'Afrique est un continent tué par l'impérialisme occidental dans le sang des intellectuels révolutionnaires, visionnaires et patriotes."

Aujourd'hui, les idées européennes ont été insufflées dans la tête [d'Africains] avec l'éducation coloniale des missionnaires, et la jeune génération africaine s'est éloignée des valeurs et des traditions de ses sociétés. De nombreux Africains ne peuvent pas percevoir que les troubles actuels dans leurs pays sont les résultats de ce que les pays colonisateurs ont fait dans le passé. Bien que cela puisse être une déclaration exagérée, les Africains vivent désormais sur un continent appartenant aux Européens!

[Mustafa Efe est président du Centre africain d'études stratégiques (AFSAM)]

An Bé Gnogon Bolo
On est ensemble

Malitel
Proche de vous



**REJOIGNEZ LE 1^{ER} OPÉRATEUR GLOBAL
DES TÉLÉCOMMUNICATIONS AU MALI.**

Malitel votre réseau favori

service client : 6700 
www.malitel.ml 
www.facebook.com/malitel.official 

Tombouctou : Au festival Vivre ensemble, des retrouvailles pour la paix

Fortifier les liens qui unissent les Maliens, tel est l'objectif du festival Vivre ensemble dont la quatrième édition s'est tenue du 17 au 19 janvier 2020 à Tombouctou. Hommes, femmes, vieux et jeunes se sont réunis pour célébrer ce qui leur est le plus cher, à savoir Tombouctou, à travers le festival Vivre ensemble. Le vendredi 17 janvier, après la prière collective à Djingarey-Ber, la grande mosquée construite entre 1325 et 1327, un seul lieu était la destination dans la « ville aux 333 saints » : le monument Flamme de la paix. Pour mémoire, c'est le 27 mars 1996 que le président Alpha Oumar Konaré (1992-2002) a choisi pour inaugurer ce monument, en compagnie de son homologue ghanéen John Jerry Rawlings. Situé dans le quartier d'Abaradjou, au nord-ouest de la ville, l'édifice comprend les murs de l'histoire, un bûcher et une silhouette de quatre personnes tenant le flambeau de la paix. Dans le nord du pays, son inauguration symbolisait le retour de la paix troublée par les rébellions des années 1990.

« Préservation de la culture de la paix »

Nos interlocuteurs font, presque tous, le même appel : celui à la préservation du patrimoine culturel, de la culture de la paix et de l'entente, à la consolidation des liens à travers la multiplication d'actions comme le festival. « Je suis très heureux de voir Arabes, Peulhs, Sonrhais, Tamasheqs et toutes les autres communautés réunis pour faire revivre le patrimoine culturel, confie Salaha Maïga, directeur du festival. Main dans la main, nous avons dansé, sauté. Nous avons visité ensemble nos sites culturels. Ces trois jours de collaboration sont un exemple du vivre ensemble ». Il ajoute que le festival bénéficie du soutien de personnes de bonne volonté, d'organisations locales et internationales comme la mission onusienne de maintien de la paix (Minusma), Instruments For Africa, Caravane culturelle pour la paix, Lecture vivante. Mais M. Maïga ajoute une ombre au tableau : le



manque de soutien du ministère malien de la Culture.

Retrouvailles

Sous le thème « L'utilité du patrimoine culturel dans la consolidation de la paix », cette quatrième édition du festival Vivre ensemble a été marquée par plusieurs activités : reboisement, ateliers de formation sur l'éducation à la culture de la paix, sur la prévention de l'extrémisme violent, en passant par la visite des sites touristiques et des stands d'exposition d'objets d'art. Pour couronner le tout, une dune littéraire a servi de cadre d'échanges réunissant les jeunes écrivains et lecteurs de la région et la prestation artistique du Vivre ensemble.

« Nous nous sommes retrouvés, avons marché côte à côte dans notre ville, de la mosquée Djingarey-Ber à Sidi Yehiya. En ces instants, il n'y avait pas une question de communauté mais de Tombouctou. Je suis très soulagé de voir tout le monde mobilisé pour la même cause », lance un festivalier.

Prestations artistiques

Djaba régional de Tombouctou, un groupe de musique, a été le premier groupe à chauffer la piste. Après, est venu le groupe Inhadane de Mohamed Touareg et plein d'autres groupes qui nous ont fait voyager, par les rythmes de la guitare, dans les répertoires musicaux des régions de Tombouctou, Gao, Kidal durant les trois jours. Les voix d'or de Kankou Kouyaté et de la troupe Khaira Arby donnaient des frissons : tout le monde était concentré et silencieux. « Ces instants sont magiques. Je suis très contente d'être là et ai beaucoup appris durant ces trois jours. Les activités qui nous unissent de la sorte doivent être multipliées », fait remarquer Hadjaratou Maïga, venue de Bamako spécialement pour le festival. Elle pense que les initiateurs doivent être encouragés et appuyés, car les retrouvailles sont déjà un pas en avant pour la paix. Comme Hadjaratou Maïga, ils étaient nombreux ceux qui sont satisfaits de la festivité et impatients de voir un autre ensemble d'activités de ce genre se reproduire.

■ Par Dramane MAIGA

Référendum constitutionnel en Guinée : Damaro répond à Pompeo et à l'UE...



Alors que Bruxelles et Washington demandent aux autorités guinéennes d'ouvrir un dialogue pouvant favoriser des élections libres, transparentes, inclusives, le parti au pouvoir a réagi. Amadou Damaro Camara, qui a été interrogé par [Africaguinee.com](#) a déclaré qu'on ne peut pas régler tous les problèmes du pays par consensus en abandonnant les lois. Interview !

AFRICAGUINEE.COM : Quelle lecture faites-vous des déclarations de Bruxelles et de Washington sur le référendum constitutionnel en Guinée ?

AMADOU DAMARO CAMARA : Ce sont des pays partenaires qui se soucient de ce qui se passe en Guinée, c'est tout à fait normal. Nous avons bien entendu des intérêts avec eux, ils ont aussi des intérêts avec nous (...), souvent on prend beaucoup de sérieux certains Etats par rapports à d'autres. Il vous souviendra que le président de la république avait commis son premier ministre qui constitutionnellement est en charge du dialogue social, d'inviter toutes les couches sociales et la classe politique à

un dialogue. Ça été malheureusement boudé par une bonne frange (...), boudé à la seule idée que le président aurait des intentions, même s'il était dit qu'il n'y avait pas de sujets tabous. Ils ont voulu ouvrir un dialogue avec le comité de suivi installé depuis quatre ans tout en récusant certaines personnes qui ont volontiers accepté. Si cela pouvait donner une chance au dialogue et ça duré que deux jours. Quand on veut aller à un dialogue on ne pose pas de préalables d'avoir toutes ses revendications réglées avant le dialogue. On vient à un dialogue pour régler et ajuster des positions, mais on ne demande pas au préalable à ce que tout soit réglé, sinon le dialogue n'a pas de sens. La mouvance a été ouverte à toutes sortes de dialogue.

Ce qui nous a été incompréhensible, c'est que la Guinée accepte qu'une junte propose une constitution qui a été approuvée par un corps non élu parce que les circonstances du temps l'exigeait et qu'un président démocratiquement élu veuille proposer une constitution, cette fois-ci à tout le peuple de Guinée et qu'on dise NON. Vraiment nous comprenons mal cette lecture de la démocratie. Ceci dit, nous avons tout fait pour que la violence soit évitée, je ne

crois pas en brûlant les symboles de l'Etat en chassant tous les représentants de l'Etat, cela concourt à une solution pouvant aboutir à l'installation de la démocratie. Quand une opposition croit que la meilleure façon d'agir, c'est de fermer tout, c'est de déverser de l'huile sur la chaussée pour que les véhicules de passagers qui vaquent à leurs occupations se renversent, je ne crois pas que c'est la meilleure façon d'aller au dialogue. Tous les résultats du dialogue ont été effectués suite à des pressions comme ça. Et finalement les résultats se sont avérés irréalisables sur le terrain. Tout ce que je puis vous dire, en ce qui concerne un fichier de six millions d'il y a quatre ans que ce fichier soit à sept millions d'électeurs, je crois que cela se justifie. Ensuite l'Union Européenne et l'OIF (organisation internationale de la francophonie) ont participé à l'Audit du fichier. Et l'OIF a accompagné tout le processus de mise en œuvre de toutes les recommandations. Il n'y a pas une seule partie des recommandations de l'audit qui ne soit pas aujourd'hui applicable à l'exception d'un seul qui ne dépend pas de la CENI. Donc ne pas participer à une élection est démocratique mais empêcher à ce qu'elle ne se tienne pas est un acte de rébellion (...), aucun Etat ne peut accepter ça. Nous avons été ouverts jusque-là. Et nous sommes toujours ouverts au dialogue, après les élections on se retrouvera.

Vous vous retrouverez autour de quoi finalement ?

Puisque jusque-là on n'a pas sur quoi dialoguer, tout ce qu'ils ont demandé, que le président déclare officiellement et de manière irrévocable qu'il renonce à la nouvelle constitution, qu'il renonce à se représenter, que l'on reprenne tout le recensement, peut-être même le recensement général aussi et qu'on s'asseye pour tomber d'accord sur une date consensuelle. Finalement la CENI sert à quoi ? Nous ne pouvons pas régler tous les problèmes du pays par consensus en abandon-

nant les lois. Finalement à quoi servent les institutions de la république ? Quand on doit faire tout ça, on n'aura pas d'élection cette année. Il y a en a même dans l'opposition des gens qui disent que la seule élection possible cette année doit être la présidentielle. Quelle contradiction ! On dit d'abord que l'Assemblée Nationale est périmée, c'est eux qui ont demandé à ce que les élections ne se tiennent pas en 2018 et en 2019 on dit autre chose et nous sommes en 2020 et il faut qu'on aille à la présidentielle seulement. Avec quel fichier on doit aller à l'élection présidentielle ?

La Guinée n'a pas les moyens de reprendre le recensement de tous les électeurs d'ici octobre et d'aller à des élections présidentielles en octobre. Si en octobre il n'y a pas d'élection, comme ils l'ont déclaré clairement, il va y avoir une nouvelle transition, on veut que les militaires reprennent le pouvoir. La Guinée ne peut pas souffrir comme cela sur le bon vouloir de deux personnes qui avaient tout misé sur 2020 pour être président de la république, c'est la volonté de Dieu et du peuple de Guinée. Avec tout le respect que nous avons avec nos partenaires, le président a été clair : nous écoutons leurs conseils, nous apprécions leur aide mais seul le peuple de Guinée décide pour la Guinée. (...) Il faut bien qu'on nous dise ce qu'on peut faire dans 20 jours, on négocie le possible mais pas l'impossible.

Le FNDC après la trêve a dévoilé la date de la reprise de ses manifestations. Votre réaction ?

Là où je me trouve actuellement à Kérouané, quand vous demandez c'est quoi le FNDC, vous trouverez peu de personnes qui peuvent définir ce concept. Dans la zone où je me trouve, on ne doit pas tenir compte de l'opinion de ceux-là aussi qui se trouvent de ce côté de la Guinée ? En Haute Guinée et en Guinée-forestière on ne sait pas c'est quoi le FNDC. Même 95% de la population ne sait pas de quoi il s'agit. Donc que peuvent-ils faire qu'ils n'ont pas fait déjà ?

■ Entretien réalisé par Diallo Boubacar 1 Pour Africaguinee.com

Burkina Faso : L'escalade de la violence préoccupe le CICR



Communiqué de presse

Burkina Faso : l'escalade de la violence préoccupe le CICR

Burkina Faso, CICR
Dakar/Ouagadougou (CICR) - Face à la recrudescence des violences au Burkina Faso, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) appelle toutes les parties et tous les porteurs d'armes à faire preuve de retenue, à protéger la population et à respecter les principes d'humanité les plus élémentaires.

Le CICR est extrêmement préoccupé par les informations faisant état d'attaques directes contre la population civile, comme cela a récemment été le cas sur le marché de Silgadji, dans la province du Soum.

« Nous sommes face à une accélération de la spirale de la violence, et ce sont les civils qui sont les premières victimes », s'alarme Abdou Latif Mbacke, chef adjoint de la délégation du CICR au Burkina Faso.

Le CICR appelle tous les porteurs d'armes impliqués dans le conflit et les violences armées à respecter la vie humaine, à traiter les détenus avec humanité et à veiller à ce que les blessés aient accès aux soins médicaux dont ils ont besoin. Il est indispensable que les structures médicales, leur personnel et leurs moyens de transport soient respectés et protégés.

Pour répondre à cette crise humanitaire sans

précédent, le CICR a, dès le 1er janvier 2020, renforcé sa présence dans le pays. Il a notamment transformé sa mission en délégation et ouvert deux bureaux à Djibo et Fada N'Gourma. Grâce à ce nouveau dispositif, le CICR entend renforcer sa proximité avec les populations des zones les plus affectées, mais aussi son accessibilité. Il espère ainsi pouvoir répondre aux besoins les plus urgents.

« Nous travaillons en collaboration avec la Croix Rouge burkinabè pour garantir une assistance aux personnes victimes du conflit et des violences armées qui touchent le pays, et plus largement la région du Sahel », explique Ishfaq Muhammad Khan, chef de délégation à Ouagadougou.

Il est primordial que les organisations humanitaires impartiales comme le CICR puissent accéder sans entrave et sans exception à toutes les zones et à toutes les personnes affectées par les violences.

Informations complémentaires:

Halimatou Amadou, chargée des relations publiques, Genève, tél. +221781864687, hamadou@cicr.org

Lea-France Riche DOUA Mensah, chargée de communication, Ouagadougou, tél. +22666721843, ldoua@cicr.org

Steven Anderson, CICR Abidjan, tél. +22509399404, sanderson@cicr.org

Football : Magassouba affiche une confiance d'enfer pour le mondial 2022

De retour au Mali après sa nomination par la FIFA en tant qu'expert mondial du football, Mohamed Magassouba s'est livré au journal Le Matin. L'occasion pour le sélectionneur national d'évoquer les qualifications au mondial Qatar 2022.

Magassouba, le sélectionneur des Aigles, a été distingué il y a quelques jours en intégrant le cercle fermé des experts mondiaux du football. Un privilège que le technicien qualifie « d'atout indéniable ».

Toutefois, le technicien malien devrait vite se concentrer sur les prochaines éliminatoires de la Coupe du monde 2022 pour lesquelles le

Mali a hérité de l'Ouganda, le Kenya et du Rwanda dans le groupe E.

Le sélectionneur a même annoncé la couleur pour les prochains challenges qui attendent les Aigles.

« Ce qui est le plus important à mes yeux, c'est de relever notre niveau de compétitivité. Le Mali est tête de poule et nous devons tout faire pour respecter notre rang. C'est le principal défi à relever à mes yeux », a-t-il déclaré. Avant de poursuivre : « Cela n'est pas possible sans un dur labeur. Il est donc indispensable de mettre fin maintenant à l'improvisation et d'avoir une structure harmonieuse pour ac-

compagner les footballeurs et leur encadrement technique. Il nous faut aussi un espace harmonieux, c'est-à-dire de convivialité, de paix, d'amour de la patrie, de fraternité. »

Le sélectionneur malien a aussi déclaré que « le football ne peut pas être compétitif, performant dans un système trop hétéroclite ». Il pense que « psychologiquement, ce que pensent les autres peut peser sur nos résultats ». Le nouvel expert du football mondial atteste que l'environnement peut « booster le moral des joueurs comme il peut être aussi un obstacle les empêchant d'exprimer tout leur potentiel. Il faut dépasser les individus, les personnes pour voir la qualification à la Coupe du Monde comme une affaire nationale ».

« Si nous voulons aller au Mondial, il nous faut être unis de cœur et d'esprit pour affronter ensemble les adversaires... », a-t-il conclu.

■ **Alassane Sanghosane Cissouma**



ARJDS : Plus que jamais engagée !

L'association de rassemblement des jeunes pour le développement et le sport « ARJDS » a organisé une conférence débat sur le bien-être des adolescents de 12 à 18 ans, à la cité des enfants, dont le thème "était adolescence et bien-être, enjeux et perspective au Mali".

L'association de rassemblement des jeunes pour le développement et le sport est une association bénévole composée essentiellement de jeunes de divers horizons du Mali. Elle évolue sur la base des principes et valeurs humaines, universelles, notamment consacrées dans la charte des Nations Unies. L'ARJDS est opposée fermement à toute forme de violence basée sur le genre, la race, l'ethnie, l'origine, la religion...

Pour le Directeur du projet, Thierno Diallo, le développement d'un pays passe par des efforts de plusieurs générations. C'est pourquoi cette jeune association consciente se dit avoir un devoir à l'égard de cette jeunesse désorientée qui a fortement besoin d'un accompagnement afin de garantir un avenir meilleur. Elle n'est pas une association de plus mais une association qui se veut dynamique avec des objectifs clairs et précis au regard des défis et enjeux de leur ressort. Elle cherche à prévenir les inégalités d'accès aux biens et services, à faciliter l'intéressement des individus à leur environnement et à réduire ou résoudre certaines difficultés d'ordre social.

Aux dires du président, Oumar Doumbia, mener une vie saine et heureuse, vivre en bonne santé, acquérir plus de responsabilité pour leur bien-être, est un droit pour les adolescents et aussi un investissement à impact durable pour notre communauté et pour l'humanité. Les conflits, les crises et les catastrophes climatiques aggravent leur dénuement et réduisent leur potentiel. Des millions d'enfants voient leur destin brisé par le simple fait d'être nés fille ou garçon. C'est pour ces raisons que l'association de rassemblement des jeunes pour le développement et le sport s'est engagée à soutenir les efforts du gouvernement du Mali en initiant le programme Human new ACT, "HUNACT", ayant pour objectif de contribuer à la promotion du bien-être des adolescents de 12 à 18 ans, à travers des actions qui vont les inciter à agir pour adapter leurs comportements et pour faire face aux



défis que nous imposent l'évolution de notre environnement.

Plusieurs thématiques ont été abordées au cours de cette conférence. On peut citer, entre autres : les approches et dimensions conceptuelles du bien-être, l'alimentation et le bien-être, quels enjeux pour les adolescents ? Santé de reproduction et bien-être, quel impact ? Bien-être et protection des droits, quel enjeu pour leur bien-être ?

S'agissant du dernier thème, beaucoup de personnes, dans notre communauté, méconnaissent encore de nos jours le bien fondé du

parlement des enfants et son utilité. Cette conférence a été une aubaine pour ouvrir un aperçu sur les actions en perspectives en mettant un accent particulier sur l'amélioration qu'elles pourront apporter dans le bien-être des enfants.

On notait la présence du président du parlement des enfants du Mali, Nouhoum Chérif Haïdara, et de plusieurs élèves et étudiants qui ont tenu à participer à cette activité éducative.

■ Ibrahim Sanogo



Bélier (21 mars - 19 avril)

La cadence s'accéléra, vous enchaînez les dossiers sans voir le temps passer. Jupiter élargira votre champ de compétences à travers une mission que l'on vous confiera et qui nécessitera une bonne dose de concentration pour la mener à bien.

Uranus se montrera astucieuse et débrouillarde pour s'occuper de votre argent. En Taureau, elle servira vos intérêts financiers en vous donnant des tuyaux pour gagner un peu plus de sous. Vous dénicherez facilement des bons plans pour dépenser moins.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Une formation peut vous tenter. Vous désirez réellement changer d'orientation ! Des efforts sont fournis pour maintenir le cap. Vous devriez avoir des doutes. L'exigence de votre poste vous trouble. Il peut momentanément vous décourager ! Ne gardez pas ces doutes !

Les économies sont forcées. Vous réalisez que les dépenses sont importantes. L'argent destiné aux loisirs est encore limité. Vous privilégiez les soldes. Du bricolage peut aussi réaliser des petites économies ! Attendez un peu avant tout achat onéreux !



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

En devenant l'adjoint, le collaborateur ou le bras droit d'un haut responsable, vous n'aurez pas que les chevilles qui vont enfler... En effet, sous la domination d'une Lune plutôt manipulatrice, vous aurez tendance également à avoir la grosse tête !

Aujourd'hui, l'argent aura un certain pouvoir sur vous ! Consciemment ou pas, vous ne fréquenterez que des personnes dont le statut social est élevé. Ami Gémeaux, l'aisance matérielle, dont vous ferez preuve, vous aveuglera... Redescendez sur terre !



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Une parfaite maîtrise de votre travail permet à votre hiérarchie de miser sur le bon cheval. Aujourd'hui, vous recevez les félicitations de vos supérieurs, vous êtes très heureux. Dans votre esprit c'est comme un jour de fête, vous explosez de joie !

Vos finances ne font pas de caprices aujourd'hui. C'est tout le contraire qui vous attend. L'état de vos comptes prouve combien vous faites des efforts pour mettre de l'argent de côté. Vous pouvez vous féliciter, les comptes sont au vert.



Lion (22 juillet - 23 août)

Des influences astrales diverses superviseront vos activités et vous offriront l'opportunité de vous mettre en action. Faites confiance à Mars pour donner de l'élan à vos initiatives et faire en sorte qu'elles soient appréciées à leur juste valeur.

Mieux vaudra prévenir que guérir, avec la Lune dans votre secteur II. La chance et la confiance insolente de votre signe ne feront pas recette aujourd'hui. Votre équilibre financier sera préservé en gérant vos comptes avec prudence et persévérance.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Le désir de prendre un virage devient urgent. Vous ne supportez plus les chefs. Un de vos collègues peut vous aider. Une adresse pour un nouveau poste, arrive. Il est utile de prendre quand même votre temps. La précipitation va vous apporter un regret !

Vous pourriez dépenser sous une pulsion. La frustration ou un sentiment de colère pousse aux achats. Ne cédez pas à vos émotions. La stabilité financière dépend de vous. Mais vos revenus permettent malgré tout de couvrir les charges quotidiennes.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Grâce à la pleine Lune, les renégociations de contrats seront à l'ordre du jour. Vous saurez vous entourer de professionnels compétents, qui vous donneront des conseils avisés. Vous bénéficierez d'un climat harmonieux pour toutes vos réalisations.

Si l'année dernière, vous n'êtes pas parti en vacances, vous ferez tout pour que 2020 ne ressemble pas à 2019, du moins sur ce point... Pour les vacances d'hiver, c'est trop tard. Du coup, vous commencerez à faire une enveloppe pour partir cet été...



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Une vraie transformation s'invite dans votre vie professionnelle, ce serait absurde de ne pas sauter sur l'occasion. Cessez de vous poser mille questions. Aujourd'hui, il est temps de passer à autre chose. Oubliez les doutes. Foncez ! Aujourd'hui, cher Scorpion, vous menez les négociations. Si vous avez demandé une prime ou une augmentation, il y a de fortes chances que les euros arrivent sur votre compte prochainement. Patientez un peu, pour les voir apparaître sur votre relevé.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Cette journée sera particulièrement productive dans votre activité. Perfectionniste et volontaire, vous relèverez ce défi professionnel, qui ne sera pas acquis d'avance. Votre persévérance vous permettra d'atteindre plus rapidement l'objectif fixé.

Dans l'attente de nouvelles d'un organisme financier, vous resserrez les cordons de la bourse. Cela ne fera pas rentrer les euros plus rapidement, mais vous éprouverez de la satisfaction à y voir plus clair et à mettre de l'ordre dans votre comptabilité.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Pour trouver votre place, n'allez pas vite. Il y a un risque d'illusion si vous cherchez un poste. De la confusion règne dans votre parcours professionnel. Entre flou complet et doutes, des questions montent. Malgré l'atmosphère, gardez votre assurance !

Il y a peu de frais pour les loisirs. C'est encore les charges qui dominent. Les factures restent importantes. Elles amputent le budget. Essayez de faire des affaires sans trop dépenser. Un peu de sagesse est la bienvenue ! Cela évitera un découvert !



Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous cherchez un emploi qui vous permet de travailler à domicile, en clair chez vous ! Quitte pour cela à prendre un poste qui ne correspond pas vraiment à vos compétences. Un peu comme si un aigle devenait un faucon ! Moins gratifiant tout de même...

Sous les caprices de Neptune, vous serez infantile... Pour vous sortir d'une situation compliquée, vous ferez comme d'habitude : vous toquerez à la porte de papa et de maman ! Après quelques sermons de leur part, vous repartirez avec un joli chèque en main.



Poisson (19 février - 21 mars)

Cher Poissons, une belle avancée vous permet de prendre quelques jours de repos bien mérités. Vous ne vous faites pas prier, vous posez vos congés. Dans un coin de votre tête, vous êtes déjà en train de vous prélasser dans un lieu paisible.

Des finances qui prennent l'eau ! Aïe, vous avez abusé sur les dépenses, un nouveau smartphone ou une nouvelle tablette, un achat pour du mobilier, vous avez vu grand. Malheureusement, ça n'empêche pas vos comptes de virer au rouge !

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA